



CRÉATION D'UNE STATION DE TRANSIT DE MATÉRIAUX INERTES



Communes : Albertville et Venthon

DOSSIER D'ENREGISTREMENT AU TITRE DES ICPE

3- NOTE DESCRIPTIVE

SOMMAIRE

1) Identité du demandeur	4
2) Contexte	5
3) Présentation technique du site.....	6
3.1. Localisation de l'installation	6
3.2. Plan cadastral.....	8
3.3. Conditions d'accès et voisinage.....	8
3.4. Organisation de la station de transit.....	10
3.4.1. <i>Calendrier d'ouverture et horaires de fonctionnement.....</i>	<i>10</i>
3.4.2. <i>Personnel et engins sur site.....</i>	<i>10</i>
3.4.3. <i>Origine et type de déchets acceptés.....</i>	<i>10</i>
3.4.4. <i>Tri, broyage et concassage des déchets inertes.....</i>	<i>12</i>
3.4.5. <i>Transfert vers la nouvelle station de transit et principe d'entreposage sur le site</i>	<i>12</i>
3.4.6. <i>Utilisation d'eau pour l'aspersion et la brumisation du site lors de la manipulation de matériaux par temps sec.....</i>	<i>13</i>
3.4.7. <i>Mesures des retombées de poussières</i>	<i>13</i>
3.4.8. <i>Sécurité incendie</i>	<i>16</i>
3.4.9. <i>Surveillance du site.....</i>	<i>16</i>
3.4.10. <i>Gestion des eaux pluviales</i>	<i>16</i>
4) Rubriques de la nomenclature concernée.....	17
4.1. ICPE	17
4.2. Loi sur l'eau	18
5) Description du site et de ses incidences notables sur l'environnement	19
5.1. Historique du site et pollutions résiduelles	19
5.2. Topographie	21
5.3. Géologie	21
5.4. Hydrologie	23
5.5. Les zones humides.....	25

5.6.	Hydrogéologie – captages d'eau potable	26
5.7.	Les risques naturels.....	27
5.8.	Les milieux naturels	29
5.9.	Les milieux aquatiques : ruisseau des Steppes	35
5.10.	Les zonages réglementaires et d'inventaires du milieu naturel.....	36
5.10.1.	<i>Zonages réglementaires.....</i>	36
5.10.1.	<i>Zonages d'inventaire du milieu naturel</i>	36
5.11.	L'agriculture et le pastoralisme	37
5.12.	La sylviculture	37
5.13.	Le paysage	37
5.14.	Patrimoine.....	39
6)	Mesures d'évitement et de réduction des incidences sur l'environnement.....	40
7)	ANNEXES	45

1) Identité du demandeur

- *Dénomination ou raison sociale :* Communauté d'Agglomérations ARLYSERE
- *Forme juridique :* /
- *Numéro SIRET :* 200 068 997 00010
- *Adresse postale :* 2 Avenue des Chasseurs Alpins
73 200 ALBERTVILLE
- *Numéro de téléphone :* 04 79 10 48 48
- *Nom et qualité du signataire
de la demande :* M. LOMBARD Franck, Président d'ARLYSERE
- *Personne responsable du dossier :* M. PONTHEU Eric, Responsable
technique secteur déchets

Signature du demandeur :

2) Contexte

La collecte et la gestion des déchets font partie des missions confiées à la Communauté d'Agglomération ARLYSÈRE par les différentes communes qui la composent. Soucieuse de l'environnement et du développement durable, l'amélioration de la gestion et la valorisation des déchets constituent une thématique importante pour laquelle la CA ARLYSÈRE souhaite être porteuse de projets permettant de faire évoluer les communes vers un développement plus durable et plus soucieux de l'environnement en matière de déchets. À ce titre, ARLYSÈRE continue de développer ses déchèteries et a ouvert en 2021 un Ecoparc sur la commune de Venthon.

Accessible depuis la D1212 Albertville-Ugine, cet Ecoparc est situé en rive gauche de l'Arly, sur la commune de Venthon. D'une superficie de 3,58 ha, et destiné uniquement aux professionnels et aux collectivités, il réceptionne les déchets de gros volumes durant ses heures d'ouverture, mais peut également collecter les déchets en moindre volume (des artisans par exemple) à toutes heures via un déchèterie automatique. Outre une plateforme de transit pour ordures ménagères, emballages, une aire de transit de verre ménager, une déchèterie automatique et une plateforme de collecte et tri des déchets verts, cet Ecoparc comprend aussi une plateforme de tri et revalorisation des déchets inertes. Cette dernière plateforme, d'une superficie de 1,32 ha permet l'entreposage de matériaux inertes.

Face à la possibilité d'afflux de gros volumes de matériaux inertes, la CA Arlysère souhaite se doter d'une seconde grande plateforme d'entreposage de déchets inertes (station de transit – rubrique ICPE 2517), sur laquelle elle pourra venir entreposer les matériaux inertes valorisables issus du tri de la plateforme existante de l'Ecoparc. Les matériaux entreposés sur cette nouvelle plateforme seront répartis selon la granulométrie et les filières de revalorisation possibles. Ainsi, Arlysère entend revaloriser ces matériaux inertes afin qu'ils soient réutilisés localement pour les divers chantiers de nouveaux aménagements (voiries, aires de stationnement...) sur le territoire.

Cette nouvelle plateforme fonctionnera de manière indépendante des ICPE existantes déjà présentes au sein de l'écoparc, et notamment de la plateforme de transit (ICPE 2517) et de sa station mobile de tri (ICPE 2515) existantes sur ce dernier. Seul l'accès par l'écoparc sera commun. En effet, la nouvelle station de transit n'entreposera que des matériaux issus de la station de transit existante, après tri et concassage de ces derniers. La nouvelle station de transit ne stockera donc que des matériaux valorisables au contraire de la première, qui stockera les déchets inertes bruts, réceptionnés par l'écoparc, avant qu'une station mobile n'effectue le tri et concassage de ces derniers et enfin un transfert vers la nouvelle plateforme. Outre leurs fonctions différentes, les périmètres de ces deux stations de transit adjacentes seront distincts et séparés par une clôture, et un portail fermé hors période de transfert des matériaux.

Pour réaliser cette extension, la communauté d'Agglomérations Arlysère souhaite déposer un dossier ICPE sous le régime d'enregistrement (rubrique 2517-1), pour créer une nouvelle ICPE de type station de transit de déchets inertes dans la continuité de l'Ecoparc actuel de Venthon, sur une surface de 12 700 m² de stockage, correspondant à un volume maximal estimé à 44 600 m³, si l'on considère une hauteur de stockage qui ne dépassera pas les 5 à 6 m de hauteur. L'emprise totale de l'ICPE en projet, incluant les voies de circulation, zone de retournement, et les bandes végétalisées couvrira 2,35 ha.

Outre l'installation, un bassin d'eau pour l'aspersion du site, ainsi qu'un dalot de passage par-dessus un ruisseau, sont prévus par le projet.

3) Présentation technique du site

3.1. Localisation de l'installation

Le site de cette nouvelle station de transit de matériaux inertes est implanté dans le département de la Savoie, à cheval sur les communes d'Albertville et de Venthon, sur l'ancien site industriel de Pechiney-Cézus, en rive gauche de l'Arly. L'altitude moyenne du site est de l'ordre de 354 m NGF.

Le terrain visé par le projet est une friche industrielle, sur laquelle une végétation ubiquiste et opportuniste a repris, depuis la mise à l'arrêt du site industriel en 2002 et le démantèlement des dernières installations dans les années qui ont suivi.

La localisation du site est présentée sur les illustrations suivantes.

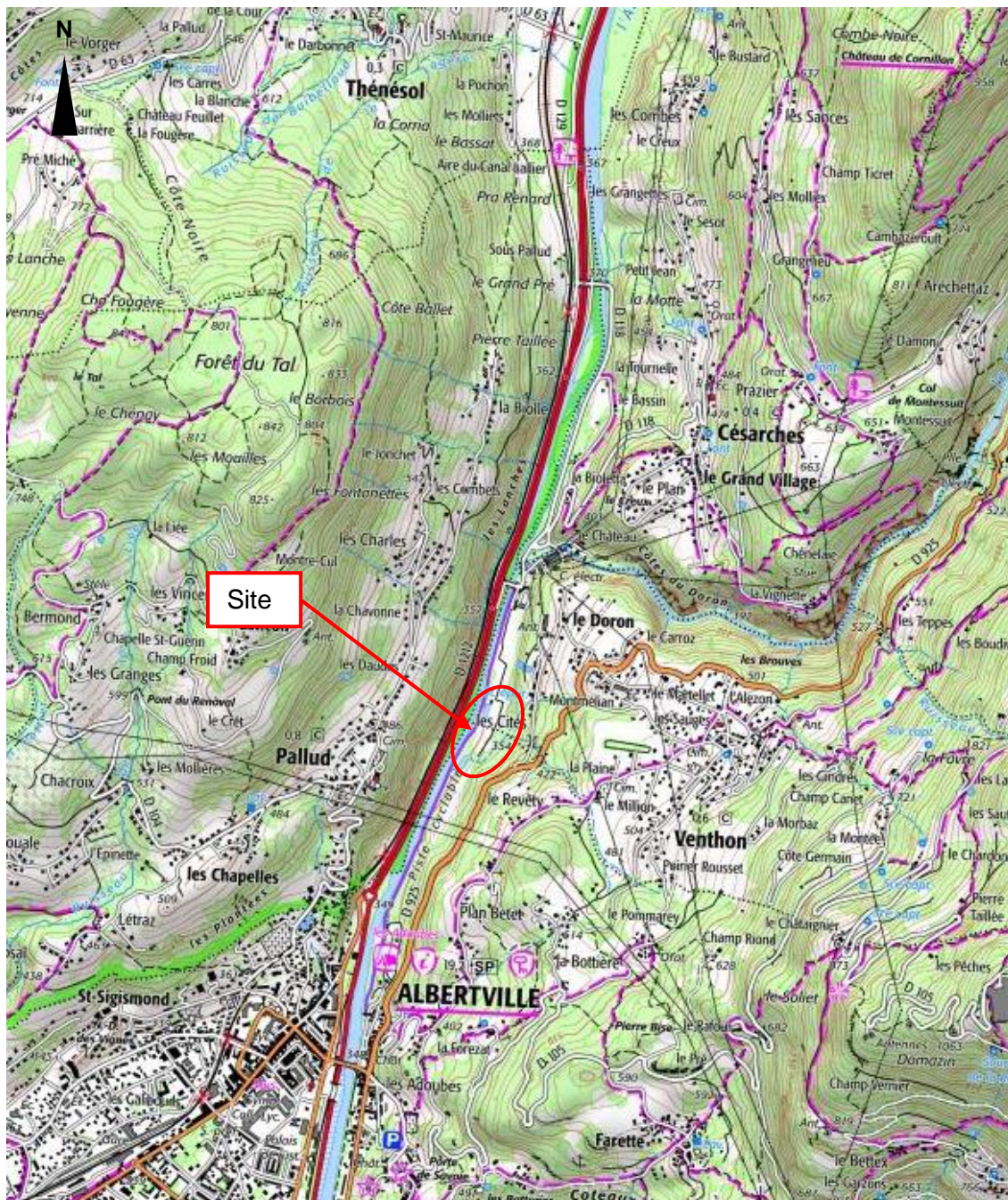


Figure 1 : Localisation du site sur fond de carte topographique (source : geoportail.gouv.fr)

Comme l'indique la carte ci-dessous, outre l'implantation de l'ISDI sur les communes de Venthon et d'Albertville, les communes de Césarches et Pallud sont également incluses dans un rayon d'1 km autour des contours du projet d'ICPE.

Des habitations des communes de Venthon, Césarches, Pallud et Albertville sont également incluses dans ce rayon autour du projet.

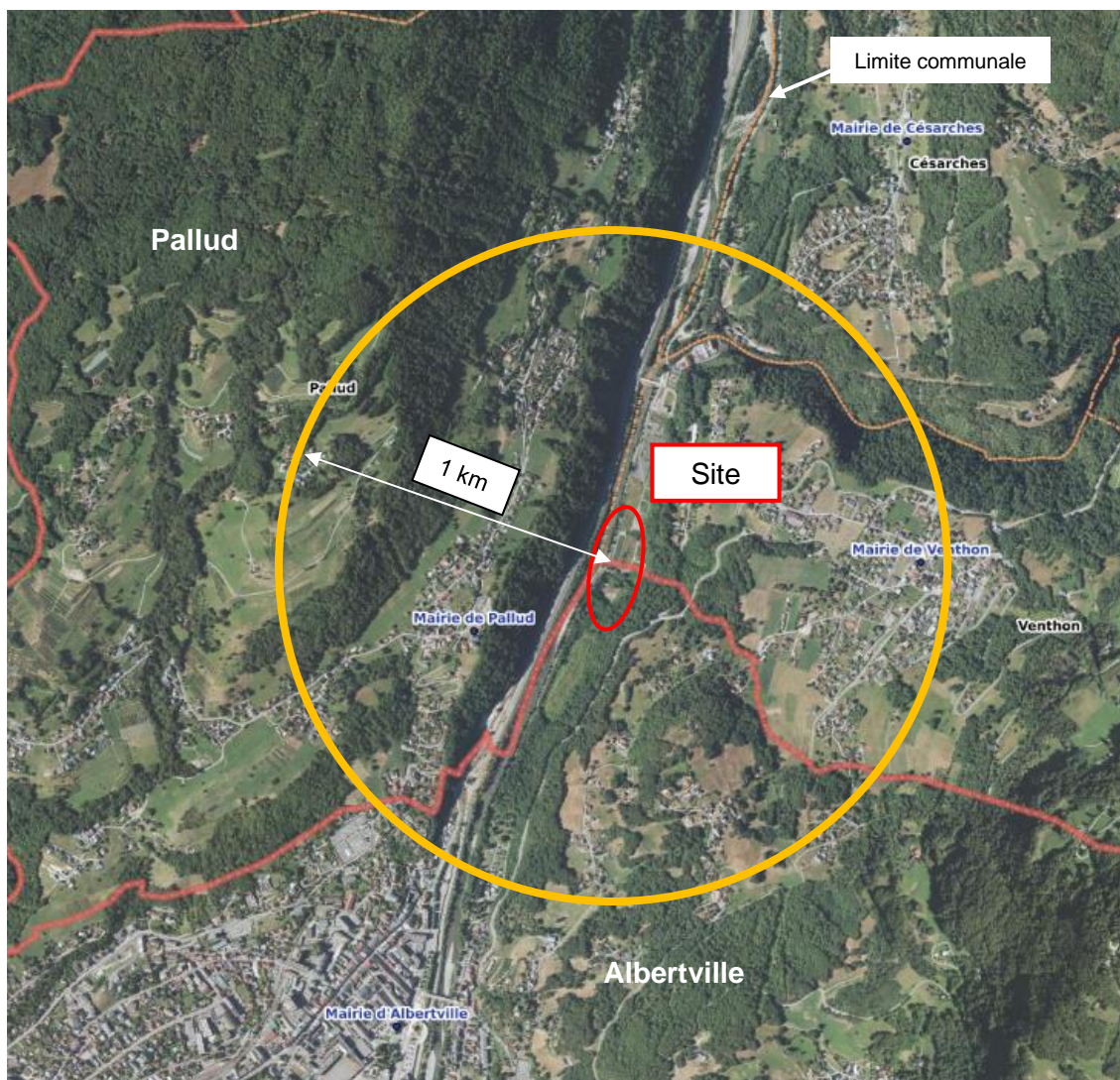


Figure 2 : Rayon d'1 km autour de l'emprise du projet

3.2. Plan cadastral

Le projet d'ICPE s'implante sur les parcelles suivantes des communes d'Albertville et Venthon :

Commune	Section	Lieu-dit	Numéro de parcelle	Surface parcellaire	Propriétaire	Emprise projet ICPE
Venthon	A	Le Vernay	2214	4 204 m ²	CA Arlysère	814 m ²
Venthon	A	Le Vernay	2215	58 475 m ²	CA Arlysère	7 214 m ²
Albertville	C	Donzet	318	1 425 m ²	CA Arlysère	1 217 m ²
Albertville	C	Donzet	319	125 m ²	CA Arlysère	36 m ²
Albertville	C	Donzet	320	150 m ²	CA Arlysère	150 m ²
Albertville	C	Donzet	845	53 700 m ²	CA Arlysère	5 932 m ²
Albertville	C	Donzet	868	23 180 m ²	CA Arlysère	6 601 m ²

Les parcelles concernées sont la propriété de la Communauté d'Agglomérations Arlysère. Le pétitionnaire a donc la maîtrise foncière du site de création de la station de transit de matériaux inertes.

L'emprise cadastrale du site est présentée sur les plans en pièce 2 du dossier.

3.3. Conditions d'accès et voisinage

L'accès au site se fera par l'intermédiaire de l'écoparc actuel, lui-même accessible par le Nord depuis la voie rapide Albertville-Ugine (D1212), sortie Césarches. Ensuite, des barrières automatiques règlementent déjà l'accès à la déchèterie existante.

Les véhicules acheminant les matériaux inertes vers la future station de transit entreront donc tout d'abord au sein de l'écoparc de Venthon, empruntant les voies de circulation existante de celui-ci jusqu'à son extrémité Sud. Un portail, déjà existant, permettra ensuite de donner accès à la nouvelle ICPE. La future station de transit fonctionnera donc aux mêmes horaires d'ouverture que l'écoparc de Venthon.

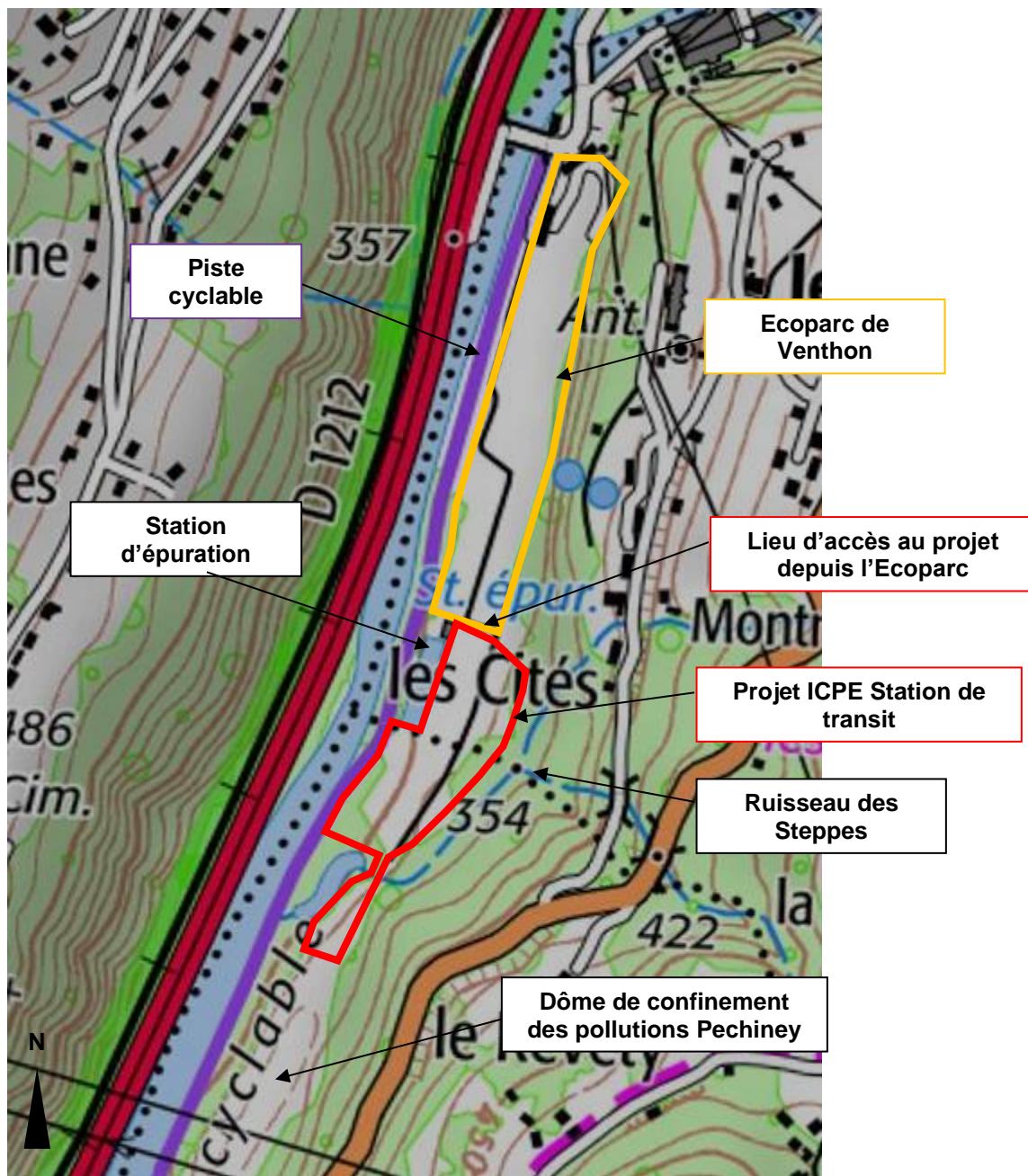
Ce projet de station de transit de matériaux inertes est riverain de :

- l'écoparc de Venthon vers le Nord, qui constituera le point d'accès à cet ICPE. Les ICPE déjà existantes dans l'écoparc, qui seront limitrophes du projet sont une installation de concassage de déchets non dangereux inertes (rubrique ICPE 2515.1.b) ainsi qu'une station de transit de matériaux inertes permettant l'entreposage de 20 000 m³ de matériaux (rubrique ICPE 2517.1) ;
- l'ancienne décharge polluée des usines Cézus et Pechiney vers le Sud, formant aujourd'hui un dôme de confinement dont l'état du sol ne peut être modifié ;
- le cours d'eau des Steppes, pour lequel une bande de recul de 10m est respectée, et les falaises boisées sous la route de Beaufort (D925) vers l'Est ;
- la station d'épuration de Venthon, la piste cyclable Albertville-Ugine et le ruisseau des Steppes, ainsi que l'Arly vers l'Ouest.

Les zones d'habitation les plus proches sont les quartiers « les Cités » et « le Doron » de la commune de Venthon, à l'est du projet, qui sont situés respectivement à environ 100 et 300 m des limites de l'ICPE.

Le plan des abords est présenté avec les autres pièces graphiques, en pièce 2 de la présente demande d'enregistrement.

Tout comme l'est l'écoparc, l'ensemble de l'ICPE sera clôturé afin d'empêcher l'accès à toute tierce personne n'ayant pas l'autorisation d'y circuler.



3.4. Organisation de la station de transit

Arlysère souhaite organiser sa station de transit de matériaux inertes dans la continuité de l'organisation actuelle des stations de transit (rubrique ICPE 2517) ainsi que de tri et concassage (rubrique ICPE 2515) existantes sur le site de l'Ecoparc.

3.4.1. Calendrier d'ouverture et horaires de fonctionnement

La station de transit de matériaux inertes en projet ouverte toute l'année.

Elle sera ouverte uniquement en semaine et fermée les week-ends.

Les horaires d'ouverture de la station de transit s'étendront sur l'amplitude horaire d'ouverture de l'écoparc, soit entre 8h30 et 17h. Cette amplitude horaire pourra être légèrement revue en fonction des besoins ponctuels.

3.4.2. Personnel et engins sur site

L'écoparc et ses différentes ICPE sont exploités sous la responsabilité du service « Valorisation des déchets » de la CA Arlysère. Un gardien gère l'exploitation de l'écoparc au quotidien, durant les heures d'ouverture.

Sur la future ICPE « station de transit de matériaux inertes », le personnel suivant sera habilité à se rendre sur site :

- Le personnel du service « Valorisation des déchets » ;
- Le gardien de l'écoparc ;
- Le conducteur des engins d'exploitation sur site ;
- Les usagers des véhicules de transport autorisés pour le chargement de matériaux valorisés ;

L'entretien des engins ne pourra avoir lieu sur le site de la station de transit et devra être réalisé dans un lieu réservé à cet effet.

Le ravitaillement en carburant des engins présents sur site sera effectué en dehors du site. Aucun stock d'hydrocarbures ne sera installé sur le site.

3.4.3. Origine et type de déchets acceptés

Actuellement, et dans le futur, tous les déchets inertes entrant dans l'écoparc sont et seront préalablement entreposés sur la station de transit existante. Ce n'est qu'après un tri et concassage que les matériaux valorisables seront transférés sur le périmètre de la nouvelle station de transit.

Les déchets admis sur la station de transit existante proviennent de terrassements issus de chantiers en montagne, et donc constitués majoritairement de matériaux naturels (terre, roche...), mais aussi de déchets en provenance de travaux publics ou du bâtiment.

Seuls les déchets inertes sont acceptés sur la station de transit existante. Les déchets considérés comme inertes sont ceux visés par l'annexe I de l'arrêté du 12/12/14 relatifs aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517.

CODE DÉCHET (1)	DESCRIPTION (1)	RESTRICTIONS
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 02 02	Verre	Sans cadre ou montant de fenêtres
17 03 02	Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe
10 11 03	Déchets de matériaux à base de fibre de verre	Seulement en l'absence de liant organique
15 01 07	Emballage en verre	Triés
19 12 05	Verre	Triés

(1) Annexe II à l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Liste des déchets admissibles dans les installations de transit de déchets inertes (rubrique 2715)

Si des déchets devaient provenir de travaux publics ou du bâtiment, un tri préalable sera demandé par l'exploitant du site avant de les transporter vers l'écoparc, afin de prévenir la présence de déchet en dehors de la liste ci-dessus.

En cas de suspicion de présence de HAP ou autres quelconques contaminations, les matériaux font l'objet d'analyses préalables visant à vérifier que les résultats respectent bien les critères d'acceptation fixés par l'annexe II de l'arrêté du 12/12/14 relatifs aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517.

Les déchets en provenance de sites pouvant être contaminés sont pas acceptés sur la station de transit existante. De même, les déchets contenant de l'amiante, ou pouvant en contenir, ne seront pas acceptés.

Avant tout dépôt de matériaux, les artisans et professionnels souhaitant déposer des déchets inertes à l'écoparc de Venthon doivent s'enregistrer en ligne afin d'être authentifié et recevoir un badge d'accès lui permettant d'être tracé, y compris sur le type de déchet transporté, lors du passage sur le pont à bascule existant sur l'écoparc, lors des entrées et sorties. Les usagers sont également tenus de signer le règlement intérieur et le protocole de sécurité de l'écoparc de Venthon avant tout premier dépôt. (voir annexe 2)

Une zone contrôle pour l'acceptation des déchets est mise en place à l'entrée de la station de transit existante ; où les camions transportant les matériaux inertes bennent leurs déchets. Un contrôle visuel, réalisé sur site par le gardien de l'écoparc, permet de valider la nature des déchets inertes, conformément aux informations qui lui ont été transmises. Lors des dépôts en continu d'un même chantier, la fréquence du contrôle visuel sur la station de transit existante peut être réduite, avec à minima un contrôle journalier mais qui pourra également se faire de manière inopinée.

Lors du contrôle, en cas de doute sur la nature des déchets ou de suspicion de pollution, le responsable d'exploitation de l'écoparc pourra demander à ce que des analyses soient réalisées sur les lots de matériaux avant acceptation. Si les matériaux ne respectent pas les critères fixés par l'Annexe II de l'Arrêté du 12/12/14, les matériaux seront repris par le transporteur et aux frais du transporteur, pour être évacués vers une filière adaptée.

Un registre chronologique d'admission des déchets est complété au fur et à mesure de des déchargements de matériaux inertes sur la station de transit existante. Ce registre est complété automatiquement par un logiciel et la pesée réalisée sur le pont à bascule existant de l'écoparc de Venthon que doivent obligatoirement traverser les véhicules de transport de matériaux pour accéder à la station de transit existante de l'écoparc.

Ce registre sera conservé pendant 3 ans, et reprendra notamment les informations suivantes : la date de réception de chaque chargement, le code du déchet, la quantité de déchets, le nom et l'adresse du producteur de déchets, le nom et l'adresse du transporteur, le résultat du contrôle visuel des déchets, l'accusé d'acceptation des déchets, et le cas échéant le motif de refus d'admission des déchets.

3.4.4. Tri, broyage et concassage des déchets inertes

Après acceptation des déchets inertes et accumulation de ceux-ci sur la plateforme de transit existante dans l'écoparc, ceux-ci seront triés par une station mobile de tri et concassage de matériaux (rubrique ICPE 2515) déjà autorisée sur la plateforme existante de l'écoparc. Ce tri, broyage et concassage aura pour objectif de séparer les matériaux valorisables de ceux qui ne le sont pas, ainsi que d'éventuellement extraire des résidus n'étant pas admissibles non repérés lors du contrôle visuel

Les matériaux non valorisables et résidus non inertes issus du tri seront directement déplacés vers les containers des différentes filières existantes de l'écoparc, qui sont en mesure de pouvoir prendre en charge tout type de déchets.

3.4.5. Transfert vers la nouvelle station de transit et principe d'entreposage sur le site

Les déchets triés valorisables seront ensuite directement transférés vers la future station de transit de matériaux inertes, plutôt que d'être entreposés sur la plateforme existante, en attente de leur revalorisation.

Les matériaux y seront ensuite répartis selon la granulométrie et les filières de revalorisation possibles.

A ce jour, comme le définit le plan masse du projet en pièce 2, plusieurs zones d'entreposage de matériaux ont été définies sur le site de la nouvelle ICPE. Ces zones d'entreposage seront séparées par des zones boisées ou arbustives existantes ou à créer, afin d'assurer le maintien d'une composante naturelle au site en exploitation, outre le rideau végétalisé qui entourera l'ICPE.

Sur le site, les zones d'entreposage de matériaux valorisables seront accessibles principalement de front depuis une voie de circulation centrale, constituée d'un revêtement en matériaux concassés traversant toute l'ICPE avec aire de retournement à l'extrémité Sud, et d'un dalot assurant la traversée du lit du ruisseau des Steppes. Les zones d'entreposages pourront pour certaines aussi accessibles latéralement, par des voies secondaires entre les tas de matériaux.

Le nombre de tas de matériaux, représentés au nombre de 7 sur le plan masse en pièce 2 du dossier, pourra varier selon les besoins et l'évolution de l'exploitation du site mais l'emprise totale au sol d'entreposage et la localisation principale des aires d'entreposage ne sera pas modifiée.

Ainsi l'aire d'entreposage maximale sera de 12 500 m², avec une estimation d'un volume de stockage correspondant à 44 600 m³.

Lors de l'évacuation des matériaux valorisés lors de leur évacuation vers un site en besoin de matériaux, le pont à bascule et son logiciel permettront d'assurer la traçabilité des matériaux valorisés évacués.

3.4.6. Utilisation d'eau pour l'aspersion et la brumisation du site lors de la manipulation de matériaux par temps sec

Dans le but de prévenir l'utilisation et la consommation d'eau potable sur le site, un bassin rétention d'eau sera réalisé à l'entrée sur la future station de transit pour l'arrosage, la brumisation et l'aspersion du site. D'une capacité de 200 m³, il sera alimenté par des eaux issues d'un écoulement souterrain du versant « Est » de l'écoparc et dont les eaux sont actuellement rejetées dans le bassin d'orage de l'écoparc, avant d'être rejetées dans l'Arly, sans qu'une quelconque utilisation en soit réalisée.

Dans le cadre du projet, les eaux de cette source seront dès lors déviées vers le bassin projeté à l'entrée de la future station de transit de matériaux inertes. Ce bassin aura uniquement pour vocation à permettre d'arroser ou brumiser la station de transit, afin d'éviter l'utilisation d'eau potable, notamment en cas de sécheresse. Il sera « déversant » puisque l'arrivée d'eau depuis la source semble continue. Un déversoir permettra donc d'évacuer l'excédent d'eau du bassin vers le ruisseau des steppes en l'absence de prélèvement pour arrosage des pistes ou brumisation du site. En cas de besoin, ou d'entretien, le bassin pourra être vidangé vers le ruisseau des steppes et un bypass permettra d'également rejeter par l'écoulement l'alimentant directement vers ce même ruisseau. Un compteur permettra de suivre les volumes de prélèvements dans le bassin pour l'arrosage et la brumisation du site par temps sec.

Les eaux ne pourront être utilisées pour l'entretien ou le nettoyage des engins.

3.4.7. Mesures des retombées de poussières

La plateforme de transit de matériaux inertes en projet sera, comme ses ICPE voisines de l'écoparc, source d'émissions de poussières, notamment par temps sec, venteux ou lors de la manipulation des matériaux.

La dissémination de poussières sera réduite par l'arrosage et la brumisation du site, par une circulation à vitesse réduite des engins, le bâchage des véhicules de transport, et par les écrans de végétations existant et à mettre en place.

Outre ces éléments, il y a lieu de noter que les abords du site ont tous une vocation industrielle. Les habitations les plus proches de l'installation sont situées à environ 100m à l'est. L'habitat y est peu dense et dispersé. Et l'environnement boisé en fond de vallée

séparant l'écoparc de ces zones d'habitation permettra de limiter la dispersion des poussières.

Une mesure des retombées de poussières sera effectuée tous les trimestres selon un dispositif conjoint à celui des stations de transit, ainsi que de tri et concassage existante sur l'écoparc. Un bilan des résultats de ces mesures et des commentaires associés (conditions météorologiques, évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production) seront adressés tous les ans à l'inspection des installations classées.

Les campagnes de mesures dureront environ 1 mois. Elles seront réalisées selon la méthode des jauges de retombées qui consiste à recueillir les poussières, conformément aux dispositions de la norme NF X 43-014 (Version novembre 2017, la version de novembre 2003 n'étant plus en vigueur).

Le nombre de points de mesures des retombées de poussières à mettre en place sera redéfini afin de tenir compte de la nouvelle ICPE et des installations existantes. L'un des points de mesure devra permettre de mesurer le niveau d'empoussièrement ambiant (bruit de fond).

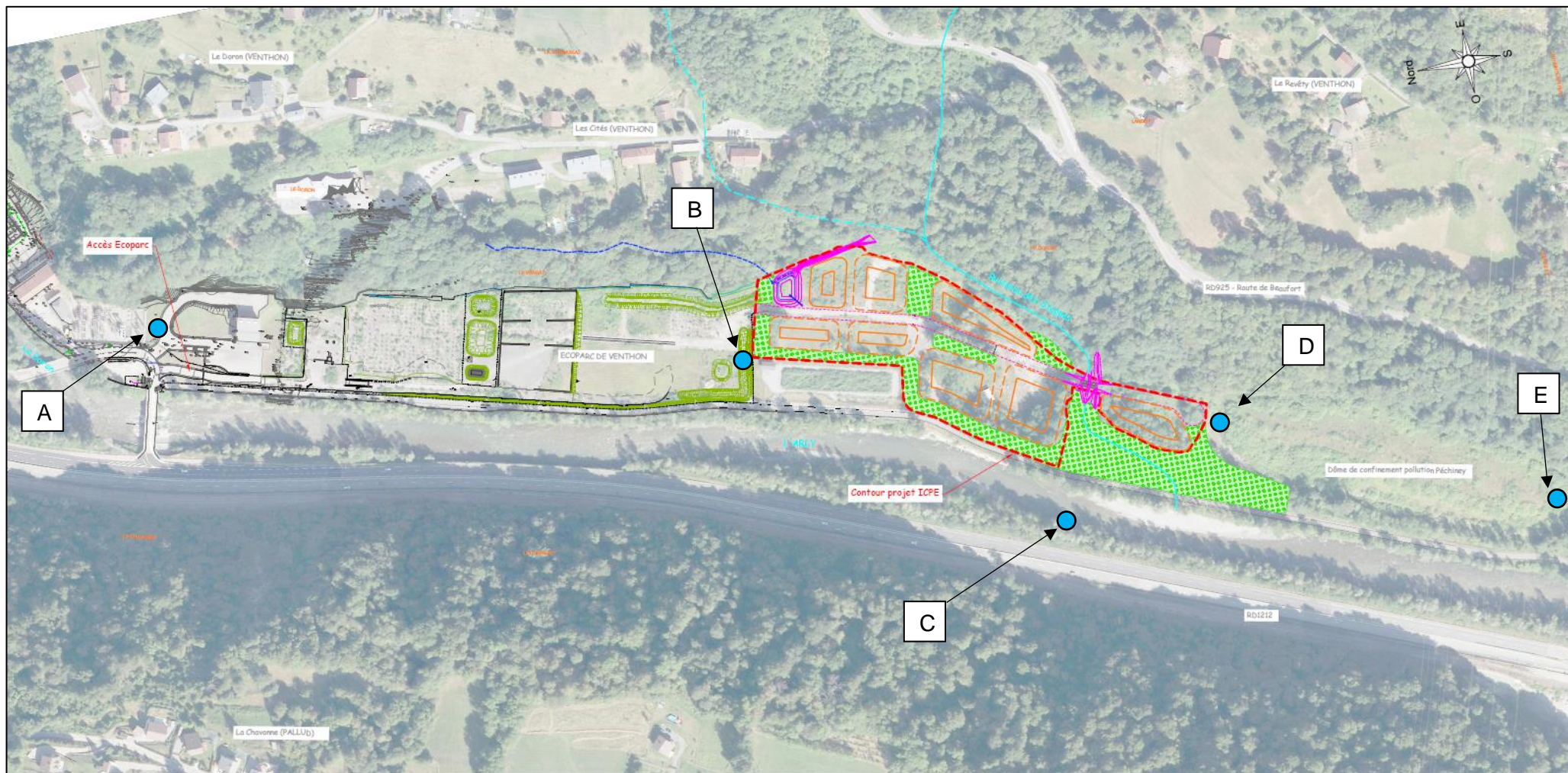
Un équipement de mesure du vent sera mis en place sur l'écoparc, ou à défaut un abonnement sera pris sur le site de météo France pour pouvoir récupérer les données du vent et de la pluviométrie de la station météorologique la plus proche : la station Météo France d'Albertville (ID : 73297003) située sur l'aérodrome de Tournon.

Concrètement, les jauges, qui sont formées d'un entonnoir placé par-dessus un flacon de récupération, seront disposées à 1,5 m du sol à l'aide d'un support métallique. Celles-ci répondent à la norme AFNOR citée plus haut. Les jauges ont l'avantage de permettre de récolter les particules issues de retombées sèches (par gravitation dans l'air) mais aussi les retombées humides (particules entraînées vers le sol par l'eau de pluie).

La direction des vents au niveau du site est imposée par rapport à la topographie de la vallée, soit dans un axe nord-sud, avec des vents dominants en direction du sud. Cinq points de mesure sont proposés pour le suivi des retombées de poussières :

- Point A : au niveau du local technique d'Arlysère, juste en amont de l'écoparc. Ce point est situé en dehors de la zone de l'impact du site et pourra permettre de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») ;
- Point B : sur la limite entre la station de transit existante, et la future station de transit de matériaux inertes et la STEP de Venthon ;
- Point C : en bordure sud-ouest de la future station de transit existante, en rive droite de l'Arly, le long de la RD1212 et en face de la confluence entre le ruisseau des Steppes et l'Arly ;
- Point D : en bordure sud de la station de transit, sur le nord du dôme de l'ancienne décharge polluée de Péchiney ;
- Point E : 300 m en aval de l'extrémité de la future station de transit, au sud du dôme pollué.

Le plan présenté ci-après reprend un positionnement probable des jauges. Toutefois, le nombre de jauges et leur emplacement pourront être révisés par le bureau d'études missionné pour assurer le suivi des retombées de poussières.



Points de mesures de retombées de poussières sur un extrait du plan des abords du site

3.4.8. Sécurité incendie

Les déchets inertes entreposés sur la station de transit ne sont pas inflammables ; ils ne sont donc pas propices au démarrage d'un incendie. De plus, le site sera également dépourvu de local pouvant accueillir du personnel. Enfin, aucun contenant ou canalisation de substances dangereuses n'est présent sur le site. Le risque d'incendie est donc très limité.

Seuls les engins circulant sur l'ICPE pourraient être la source d'un incendie sur le site. En revanche, les engins de chantiers amenant les matériaux et les engins situés sur site seront tous équipés d'extincteurs aux normes et conformes au type de véhicule, afin de permettre une intervention rapide du personnel en cas de démarrage d'un incendie.

Un échange avec le SDIS73 a permis de confirmer la présence d'un point d'eau incendie (le PEI n°73308-0026) au sein de l'écoparc, en parfait état de fonctionnement et à 250m de l'entrée de la nouvelle ICPE, qui permet de couvrir celle-ci. En cas d'intervention du SDIS sur le site, ceux-ci pourront donc directement se brancher sur le PEI précité, situé sur la route interne de l'écoparc menant à la nouvelle ICPE.

L'utilisation de l'eau du bassin de rétention d'aspersion a dans un premier temps été envisagée, afin de préserver l'eau potable, mais l'exigence du SDIS d'un minimum de 60 m³ dans le bassin ne pourra être garantie en permanence, notamment en cas de sécheresse prolongée qui pourrait compromettre l'alimentation en eau de celui-ci.

L'échange par mail avec le SDIS est repris en Annexe 6 de la présente note. L'emplacement du PEI n°73308-0026 est précisé sur le Plan d'ensemble du projet.

3.4.9. Surveillance du site

L'écoparc est actuellement complètement clôturé. La nouvelle station de transit sera également complètement clôturée dans la continuité de l'écoparc. Un portail fermé séparera la station de transit existante de la nouvelle station de transit pour l'entreposage des matériaux valorisables.

L'accès au site se fera uniquement par l'entrée de l'écoparc dont l'accès est lui-même restreint aux usagers autorisés et au gardien du site. L'entrée se fait par badge.

Seul les usagers ou toute personne habilitée peut pénétrer sur le site. Un système de surveillance 24h/24 par vidéo avec détection de présence est également mis en place actuellement à l'entrée de l'écoparc. L'entrée de l'accès à la future station de transit étant commune à celle de l'écoparc, le système de surveillance 24h/24 servira donc aussi à la nouvelle ICPE.

Le bassin de rétention d'eau sera également clôturé pour éviter tout risque de noyade, y compris de la faune sauvage.

3.4.10. Gestion des eaux pluviales

Aucun nouveau revêtement étanche ne sera installé sur la station de transit, ce qui doit permettre une infiltration des eaux pluviales dans le sol sans collecte des eaux, telle qu'elle a lieu actuellement sur la friche industrielle.

Aucun rejet d'eaux pluviales ou d'effluents dans le milieu naturel n'est prévu par le projet.

4) Rubriques de la nomenclature concernée

4.1. ICPE

Conformément au décret 2018-458 du 6 juin 2018 :

Numéro de la rubrique	Désignation de la rubrique	Identification des installations exprimées avec les unités des critères de classement	Régime
2517	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	1. Supérieure à 10 000 m ²	Enregistrement

Le projet de création de station de transit pour matériaux inertes, sur une surface de 12 700 m², est donc soumis à la procédure d'enregistrement au titre des ICPE.

4.2. Loi sur l'eau

Conformément à la Nomenclature de l'article R214-1 du code de l'environnement :

Rubrique	Désignation de la rubrique	Identification des installations exprimées avec les unités des critères de classement	Régime
1.2.1.0	Prélèvement et ouvrages permettant le prélèvement dans un cours d'eau : - d'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 5 % du débit du cours d'eau (A) - d'une capacité totale maximale comprise entre 2 et 5% du débit du cours d'eau (D)	Prélèvement dans un regard captant une source d'eau déjà canalisée et dirigée en pied de versant puis rejetées dans le bassin d'orage de l'écoparc : il ne s'agit pas d'un cours d'eau.	Non concerné
3.1.1.0.	Ouvrage dans le lit mineur d'un cours d'eau constituant : - Un obstacle à l'écoulement des crues - Un obstacle à la continuité écologique	Dalot créé dans le lit du ruisseau des Steppes est dimensionné pour permettre l'écoulement des crues et assurer la continuité écologique	Non concerné
3.1.2.0	Ouvrage conduisant à modifier le profil en long ou en travers du lit mineur d'un cours d'eau sur une longueur de cours d'eau : - supérieure ou égale à 100 m (A) - inférieure à 100 m (D)	Modification du profil en travers du lit mineur du ruisseau des Steppes sur une longueur 23 m	Déclaration
3.1.3.0	Ouvrage ayant un impact sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie aquatique : - Supérieure ou égale à 100 m (A) - Supérieure ou égale à 10 m et inférieure à 100 m (D)	Dalot a un impact sur 4 m de linéaire du ruisseau	Non concerné
3.1.5.0	Ouvrage ou travaux dans lit mineur étant de nature à détruire les frayères : - Destruction de plus de 200 m ² (A) - Dans les autres cas (D)	En l'absence d'inventaire de frayères, la rubrique est cochée pour l'impact potentiel du projet sur moins de 50 m² de frayères	Déclaration
3.2.2.0	Remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau : - Surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m ² (A) - Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m ² et inférieure à 10 000 m ² (D)	La surface soustraite correspond à l'emprise merlons réalisés en rive gauche de part et d'autre du dalot, soit 160 m ²	Non concerné
3.2.3.0	Plan d'eau permanent ou non : - Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) - Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha et inférieure à 3 ha (D)	Superficie du bassin de rétention égale à 188 m ²	Non concerné

Le projet est soumis à Déclaration Loi sur l'eau au titre des rubriques 3.1.2.0 et 3.1.5.0

5) Description du site et de ses incidences notables sur l'environnement

5.1. Historique du site et pollutions résiduelles

Source : Fiches BASOL (annexe 3)

Rapport de surveillance de la qualité des eaux souterraines – second semestre 2022, SARPI Remediation, janvier 2023

Le site de Venthon a connu une activité industrielle depuis la fin 19^e siècle jusqu'en 2002. Une usine d'électrolyse d'aluminium a été exploitée à partir de 1927 ; elle a été partiellement démolie et réaménagée en 1994-1995.

La partie nord du site, qui a abrité tout d'abord les activités de fabrication de carbure de silicium et ferro-alliages de la société Aluminium Pechiney, a ensuite été louée à la société CEZUS pour y implanter une unité de fabrication d'électrodes de zirconium et hafnium. Au sud du site, sur la commune d'Albertville, un secteur a été occupé par une décharge de déchets industriels tels que des brasques, caractéristiques de l'activité d'électrolyse.

En prévision de la séparation entre les sociétés Aluminium Pechiney et Cézus d'une part, et de la cessation progressive des activités menées par Pechiney sur le site d'autre part, un diagnostic initial du site et d'une évaluation simplifiée des risques (ESR) ont été prescrites. Des sources de fluorures, mais sous une forme insoluble (CaF₂) ont été identifiées dans les sols. Suite à l'ESR, une surveillance de la qualité des eaux souterraines et superficielles a été prescrite par arrêté 2002. La surveillance met en évidence la présence de fluorures dans les eaux souterraines sur le piézomètre en aval de l'actuelle station d'épuration communale, mais ne sont plus décelés plus en aval. Aucun impact n'est par ailleurs décelé sur les autres paramètres mesurés (métaux, hydrocarbures...) ni sur les eaux superficielles (l'Arly). L'arrêté de 2002 prévoyait également la mise en place de dispositions visant à restreindre l'usage futur du site, interdisant en particulier : toute modification de l'état du sol et du sous-sol notamment par des travaux de terrassement, l'utilisation des eaux souterraines au droit du site, toute construction, l'accès au site à toute personne non-habillée... L'arrêté invitait ainsi l'exploitant à demander l'institution de servitudes conventionnelles au profit de l'état (SCPE), afin de garantir dans le temps le maintien d'un usage du site compatible avec la protection de l'environnement et de la santé. Une proposition de servitudes a été transmise par l'exploitant en juillet 2003. Malgré de nombreux échanges entre l'administration et l'exploitant jusqu'en 2008, ce projet n'a pas abouti. Lors de la réalisation de la STEP de Venthon, limitrophe du projet, une mise à jour de l'ESR n'a pas remis en question la cotation de l'ESR et le projet de STEP, la profondeur des terrassements nécessaires pour la construction de la future STEP ne devant intervenir que dans les remblais sains (environ 1 m), et les sources de pollution n'étant pas touchées.

Au niveau de l'ancienne décharge d'Aluminium Pechiney, le diagnostic a mis en évidence la présence de déchets hétérogènes composés de fluorures, cyanures libres, HAP, BCB, aluminium bore et titane. À l'aval de la décharge, du fluorure, cyanures totaux, de l'Aluminium et du sodium ont également été décelés dans les eaux souterraines. Contrairement à la zone occupée par l'usine, les fluorures présents dans le sol de la décharge sont partiellement composés de fluor sous forme soluble (AlF₃), mais le bureau INGEOS a démontré que le risque de lixiviation de ces fluorures lors de remontées de nappe de l'Arly, était tout à fait négligeable. Une barrière capillaire a été mise en place sur le site en 2006 et les résultats ont montré lors du suivi de la qualité de l'eau souterraine une décroissance progressive des concentrations en fluor. Depuis 2014, plus aucun impact n'est décelé à l'aval de la décharge sur les paramètres identifiés précédemment dans l'eau souterraine, ni sur les eaux superficielles.

Au niveau de l'ancien site Cézus, plusieurs études ainsi que des travaux de dépollution ont été réalisés par SITA Remediation. Les études ont mis en évidence la présence de solvants chlorés dans les sols et dans la nappe au droit du site. Les risques pour la santé humaine dans le cas d'un usage industriel sur site et pour les ressources en eaux, liés à cette pollution, ont été étudiés et ont abouti à établir des seuils de dépollution à atteindre pour que les risques soient acceptables. Ainsi, les sols pollués identifiés ont été éliminés du site et la nappe a fait l'objet d'un traitement biologique. Depuis lors, une surveillance de la qualité de l'eau souterraine est mise en place. Ce suivi était effectué par des campagnes trimestrielles de mesure de la qualité de l'eau. Depuis 2017, sur demande de la DREAL de poursuivre le suivi, des campagnes semestrielles de suivi des eaux souterraines sont réalisées sur site et hors site. La dernière campagne de suivi de la qualité de l'eau souterraine a été réalisée en décembre 2022 (rapport en annexe 4). Les résultats concluent à la présence de composés organohalogénés en teneurs faibles à modérés avec des teneurs cohérentes par rapport aux campagnes précédentes. Il n'y a donc pas de dégradation de la qualité des eaux souterraines en composés volatils sur site et en aval proche et éloigné. Cette dernière campagne d'échantillonnage ne modifie pas l'analyse des risques résiduels qui conclut que le site est compatible pour un usage industriel. Enfin, il y est proposé un arrêt de la surveillance de l'eau souterraine.

Dans le cadre de la création de l'Ecoparc de Venthon, l'étude de risque réalisée pour la création du quai de transfert avait été mise à jour avec les derniers résultats d'analyse des prélèvements de l'eau souterraine (décembre 2017), avec un scénario d'exposition de type « adulte travailleur sur le site et résident en aval avec utilisation d'un puits privé pour l'arrosage de jardin potager et piscine », la seconde partie du scénario étant bien entendu fictive. Les calculs de risques sanitaires avaient démontré des valeurs en deçà des seuils limites d'acceptabilité, démontrant la compatibilité de l'usage du site (Ecoparc) avec la qualité du milieu.

La création d'une nouvelle station de transit au sud de l'Ecoparc étant situé encore plus à l'aval des sources de pollutions dans la nappe, et les derniers résultats de la qualité de l'eau souterraine s'améliorant depuis la dernière mise à jour des risques en 2017, avec des concentrations relevées à l'état de traces, il est considéré que l'usage futur du site est compatible avec le milieu, sans nécessiter une mise à jour des risques au droit du projet.

Au titre du risque de pollution en fluorure sous forme non soluble présente encore dans le sol à la suite des activités d'Aluminium Péchiney, et du suivi de la nappe dans le cadre du suivi des pollutions en composés chlorés issu du site loué par Cézus, le projet de station de transit prévoit notamment les mesures suivantes :

- Des affouillements à 1 m de profondeur maximum, réalisés sur une surface très limitée uniquement pour la création du bassin de rétention d'eau, et à priori dans des remblais sains. Sur le reste du site, seuls des apports de matériaux permettant une égalisation du terrain ou le renforcement de la voie de circulation prévue. Le niveau de terrain naturel ne sera ensuite plus modifié, durant la totalité de l'exploitation de ce projet d'ICPE ;
- Une vigilance accrue en phase travaux lors de la réalisation du bassin de rétention. Toute découverte fortuite de pollution sera immédiatement signalée à l'administration, et les travaux mis à l'arrêt le temps du diagnostic de la qualité des matériaux manipulés ;
- Si des affouillements plus conséquents s'avéraient nécessaires, une mise à jour du diagnostic du sol et de l'étude simplifiée des risques sera nécessaire avant tout terrassement ;

- Absence de prélèvement dans la nappe d'eau souterraine située au droit du site ;
- La décharge polluée d'Aluminium Pechiney, située à l'aval du projet et protégée par une barrière capillaire, est maintenue à l'écart de l'emprise de l'ICPE, avec une bande de 10 m de large, pour éviter toute dégradation possible sur celle-ci lors de l'exploitation future de la station de transit.
- Conservation de l'accès au piézomètre « VN-B », présent sur le site du projet, afin de permettre à l'entreprise Framatome (ex-Cépus) la poursuite du suivi de la qualité de la nappe ;

5.2. Topographie

La zone de projet est située en fond de vallée du Val d'Arly, dont le cours d'eau l'Arly, limitrophe du projet, marque le fond de vallée.

Le projet s'implante sur plateforme en rive gauche de l'Arly, qui n'est très probablement pas naturelle puisqu'elle était autrefois occupée par les usines Cépus et Pechiney. Le site est donc relativement plane sur une largeur moyenne d'une centaine de mètres. Le versant, exposé Ouest, est ensuite formé de pentes raides boisées, comprenant des falaises.

5.3. Géologie

D'un point de vue géologique, le site du projet de Station de transit de matériaux inertes est formé d'alluvions récentes de fonds de vallées (Fz), d'origine lacustre (argiles, passant à des silts et des sables) et d'alluvions fluviales (sables et graviers, galets).



Figure 3 : Extrait de la carte géologique imprimée (©Infoterre BRGM)

Selon la carte de susceptibilité de présence d'amiante environnemental, le site du projet d'installation est situé dans une zone à susceptibilité nulle à très faible.

De manière générale, le projet ne prévoit que de faibles terrassements pas de terrassements en profondeur, ce qui fait que le sol et sous-sol ne seront pas directement impacté.

5.4. Hydrologie

Deux cours d'eau s'écoulent de part et d'autre du site du projet : l'Arly et le ruisseau des Steppes. Ce ruisseau, qui réceptionne les écoulements de versant ouest en amont du site, est un affluent direct de l'Arly, dans lequel il se jette à proximité du site du projet.

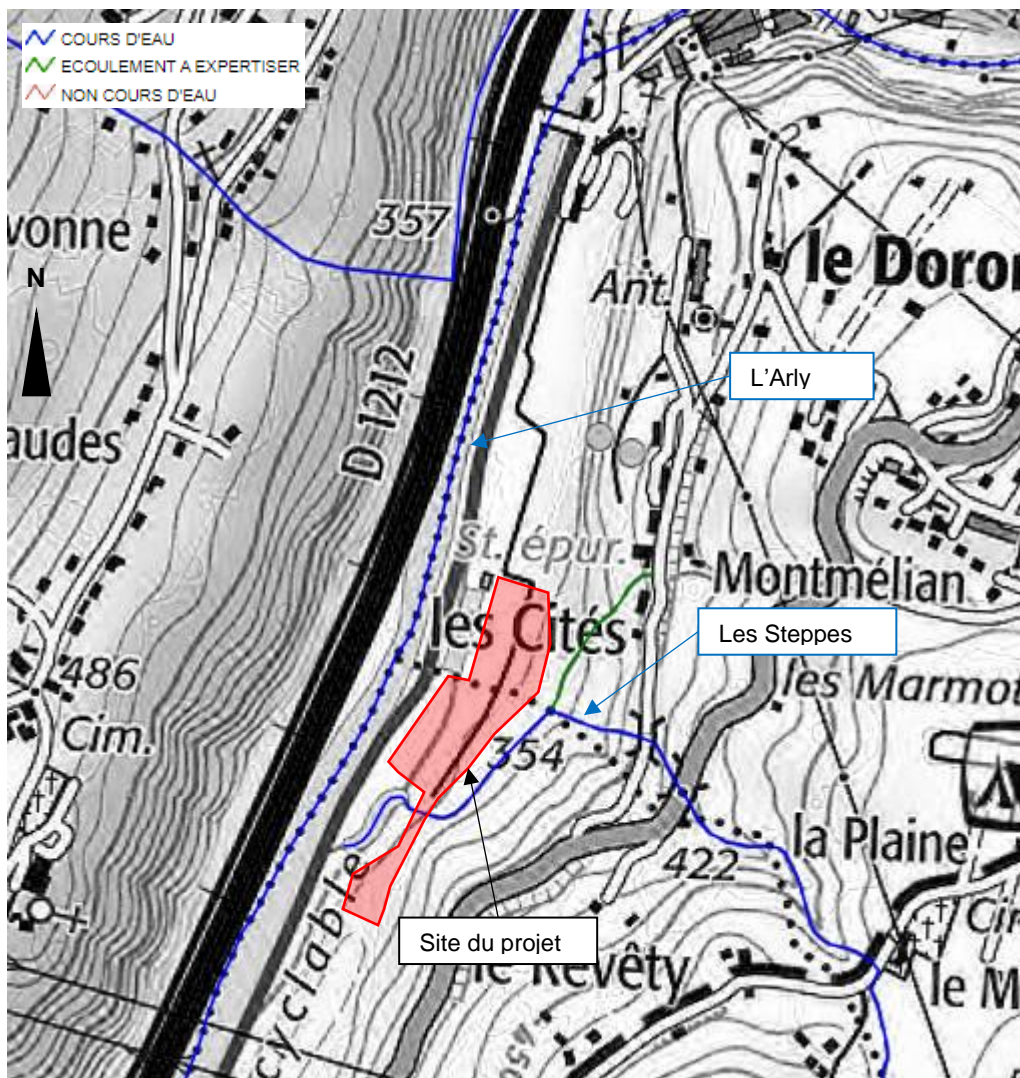


Figure 4 : Extrait de la carte des cours d'eau de Savoie

Les emprises d'entreposage de matériaux inertes respecteront une bande de recul de minimum 10 mètres avec les berges de l'Arly, ainsi que celles du ruisseau des Steppes. Le recul vis-à-vis de ces cours d'eau est précisé sur le plan général de l'installation dans la pièce du dossier.

La réalisation d'un ouvrage constitué de 3 dalots successifs dans le lit du ruisseau des Steppes, est par contre prévue, pour permettre le passage d'engins par-dessus ce dernier et l'entreposage de matériaux sur une zone située à proximité de l'ancienne décharge polluée des usines démantelées.

Cet ouvrage sera d'une longueur de 9 m et largeur de 4 m. Il a été dimensionné pour permettre le passage d'une crue centennale dans le ruisseau des Steppes. Et il ne constituera pas un obstacle à l'écoulement des crues (voir note en annexe 5). La réalisation d'un dalot plutôt qu'un busage permettra le maintien d'un substrat naturel dans le fond de lit sur une épaisseur d'au moins 50 cm dans le ruisseau, favorisant la continuité écologique.

En phase travaux, tout sera mis en œuvre pour éviter toute pollution du ruisseau :

- Le ruisseau ne pourra être traversé par les engins, une passerelle temporaire déposée depuis les berges les plus accessible, permettra à de petits engins d'aller travailler depuis la berge opposée, sans avoir à traverser le cours d'eau. La mise en place d'une passerelle temporaire n'est pas concernée par une rubrique Loi sur l'eau puisqu'il n'y aura pas de modification du profil en long ou en travers du lit mineur, ni de remblai dans le lit majeur ;
- Préalablement à la construction du dalot, des filtres à bottes de pailles seront placés en aval de l'ouvrage pour retenir les fines éventuellement mises en suspension dans l'eau dans le cadre des travaux ;
- Les engins seront en ordre d'entretien et disposeront de kits anti-pollution, permettant d'absorber toute éventuelle pollution générée à proximité du lit du ruisseau ;
- En aucun cas il ne sera autorisé à entretenir ou nettoyer les engins dans le ruisseau ;
- Les stock d'hydrocarbures seront stockés à l'écart des zones sensibles (ruisseau des Steppes, l'Arly, ...)

Au vu des mesures en phase travaux et en phase exploitation, il est donc considéré que le projet a un impact faible sur les écoulements superficiels du versant et sur l'hydrologie.

5.5. Les zones humides

La zone de projet se situe à proximité de la zone humide 73CPNS2004 « Cours de l'Arly », comprenant l'Arly et ses berges. Cette zone humide s'étend sur environ 39,8 ha, entre Marthod et Albertville.

Les limites du site de la station de transit, et ses zones d'entreposage seront distants de minimum 20 m par rapport à la zone humide de l'Arly. Le projet n'aura donc pas d'impact direct cette zone humide. De plus, il prévoit des mesures visant à limiter les retombées de poussières dans son environnement proche, ainsi qu'à une absence de rejet d'eaux pluviales potentiellement chargées en matière en suspension dans l'Arly, afin de préserver la qualité du milieu.

Il est donc considéré que le projet a un impact négligeable sur cette zone humide.



Figure 5 : Extrait de la carte des zones humides du CEN Savoie

5.6. Hydrogéologie – captages d'eau potable

Une étude géotechnique réalisée dans le cadre du projet de quai de transfert d'ordures ménagères, en limite nord de l'Ecoparc de Venthon, a indiqué en 2012 la présence d'une nappe phréatique dans les graves et les sables, en profondeur. Au moment des sondages réalisés la nappe n'avait pas été rencontrée jusqu'à 6,5 m de profondeur par rapport au niveau du sol. Cependant, sur un sondage, des traces d'oxydation avaient été observées vers -2,3 m/TA, et probablement liées à des circulations d'eau.

La nappe s'écoule dans la même direction que l'Arly, vers le Sud, tout en étant drainée par ce dernier. Les alluvions rencontrées présentent une forte perméabilité favorisant la migration des polluants. Cette nappe est utilisée pour les usages suivants :

- Le captage industriel du tribunal d'Albertville, situé à 1 km au sud du projet, qui permet le pompage d'eau pour assurer le chauffage et la climatisation du tribunal en circuit fermé ;
- Un captage destiné à l'alimentation en eau potable, pour la ville d'Albertville (captage de la plaine de Conflans – vallée de l'Isère), implanté à 3 km à l'aval du site (à noter qu'aucun périmètre de protection de ce captage n'englobe la zone d'étude).

Selon les données de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Auvergne-Rhône-Alpes, aucun captage d'eau destinée à la consommation humaine ou zone de protection de captages n'est présent dans le secteur du projet.

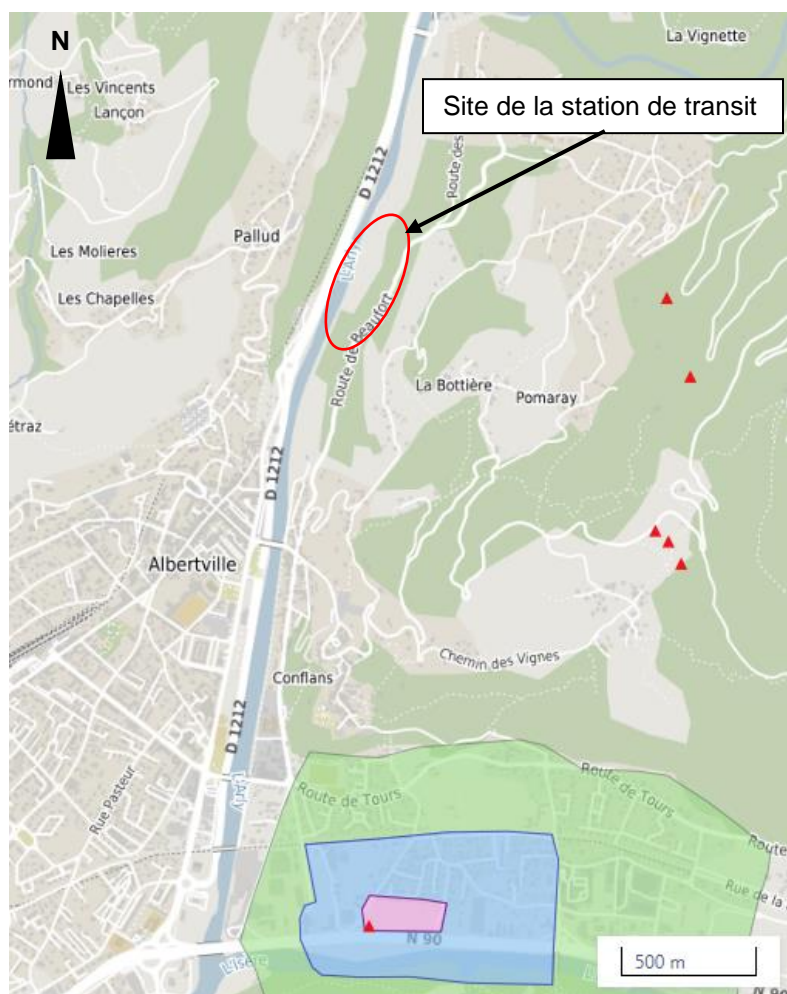


Figure 6 : Extrait de la carte des captages d'eau potables (© ARS)

Le projet vise à stocker des matériaux non dangereux inertes. Ces matériaux ne sont donc pas susceptibles de porter atteinte à l'environnement et aux eaux souterraines du site.

5.7. Les risques naturels

Les communes d'Albertville et de Venthon sont toutes deux couvertes par un Plan d'Indexation en Z (PIZ).

Le PIZ de Venthon, datant de 2009, ne couvre pas le secteur du projet, et n'apporte de ce fait aucune information sur les risques naturels au droit du site de la station de transit.

En revanche, le PIZ communal d'Albertville, approuvé en 2013 couvre sur son territoire le secteur du projet. Si le PIZ de 2013 ne recense aucun risque naturel sur la zone de projet, la commune a mis à la disposition du pétitionnaire le projet de nouveau PIZ afin qu'il en tienne compte. Ainsi, la cartographie du futur PIZ recense un aléa « chute de blocs » sur le versant à l'Est du projet.

Le contour de la future ICPE a donc été adapté afin de rester hors de la zone d'aléa chutes de blocs identifiée par le prochain PIZ d'Albertville, en magenta sur l'extrait de plan ci-dessous. L'ICPE est donc située hors zone d'aléas définis par le PIZ actuel et futur d'Albertville.

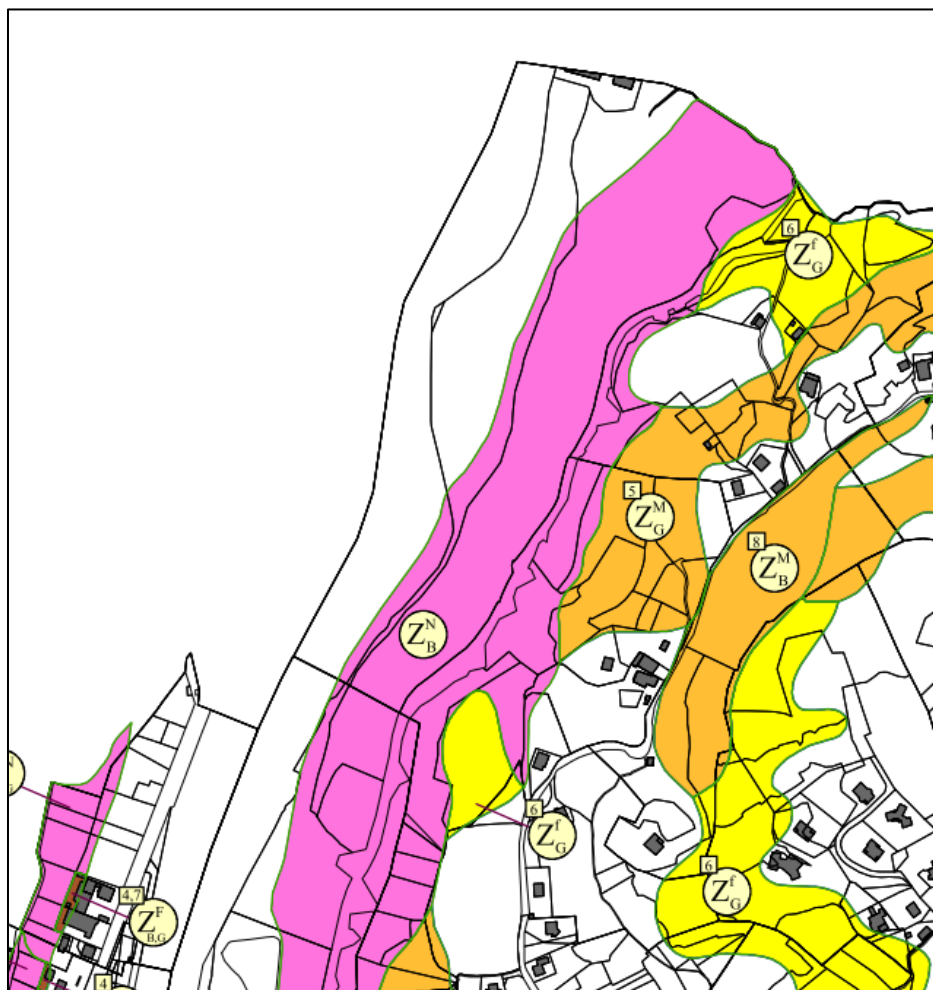


Figure 7 : Extrait de la carte réglementaire du futur PIZ d'Albertville

Le PIZ actuel et futur ne reprend pas non plus la zone de projet en aléa inondations.

La carte interactive des risques repris par le BRGM, le site du projet n'est pas non plus situé en zone d'avalanches, à risque de mouvements de terrain, ou dans une zone sensible aux remontées de nappe. De même, le BRGM ne référence pas de zones de remontées de nappes sur le site du projet ou ses alentours.

Le projet est implanté sur une zone d'exposition faible au retrait-gonflement d'argiles.

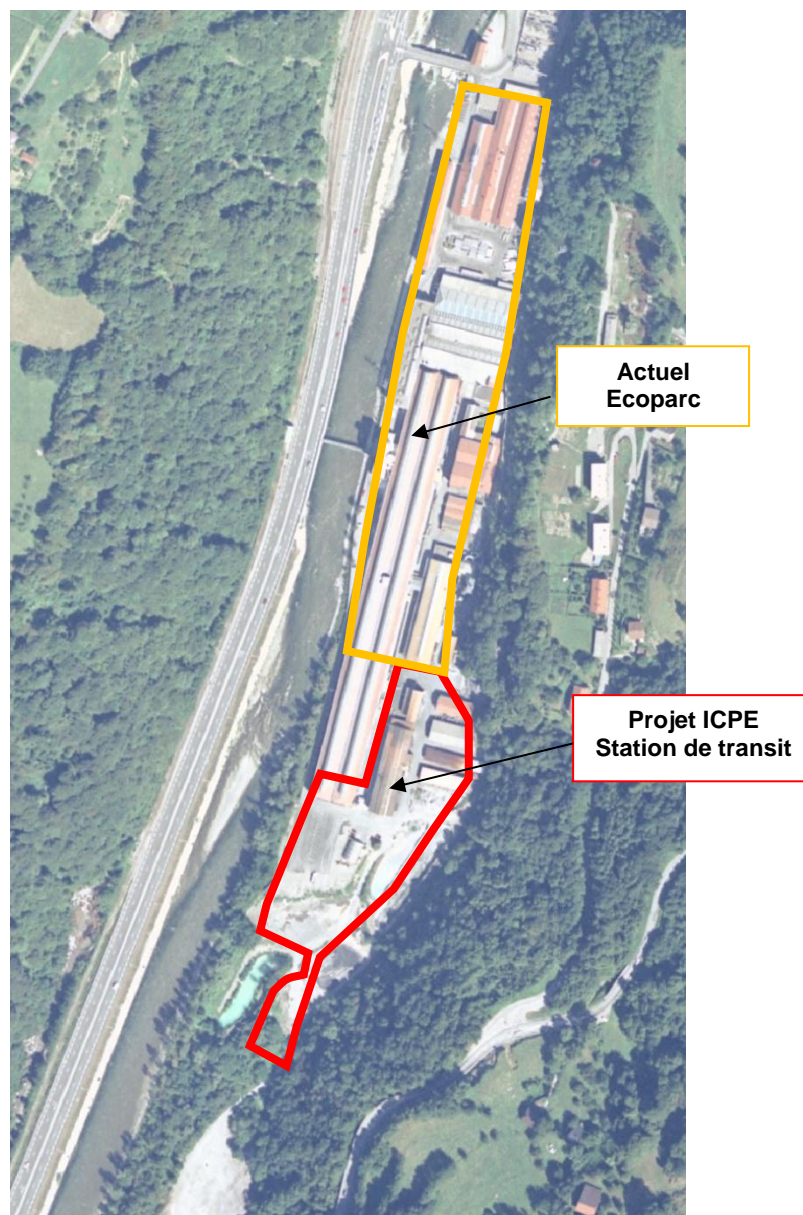
L'emplacement du projet est situé en zone de sismicité 4 (moyenne).

Avec la mesure d'adaptation du contour du projet face à l'aléa chutes de blocs référencés par le futur PIZ d'Albertville, il est considéré que le projet n'est pas exposé au risque de chutes de blocs, ni de nature à aggraver ces risques. Le projet a donc un impact négligeable sur les risques naturels.

5.8. Les milieux naturels

Friche industrielle

Le milieu naturel n'a pas fait l'objet d'inventaires spécifiques dans le cadre du projet. Toutefois, lors du démantèlement des usines, dès la fin 2002, aucune végétation n'était présente au sein de l'emprise du projet d'ICPE. L'ensemble de la végétation en place sur le site a donc moins de 20 années.



Vue aérienne du site en 1990 (© Géoportail)

Si la végétation a repris sur le site, ce dernier reste une friche industrielle, qui n'a pas de caractère naturel. Un passage sur site en mai 2021 n'a pas mis en évidence de sensibilité particulière du milieu naturel.



Photographie du site datant de mai 2021



Photographie du site datant de mai 2021

Le site accueille une flore opportuniste qui se développe sur un substrat minéral. Celle-ci est d'ailleurs composée essentiellement de végétaux ubiquistes, et notamment de renouée du Japon (*Reynoutria japonica*) espèce dite « exotique envahissante ». La propagation de ce type d'espèce est reconnue comme une des plus grandes menaces au bien-être écologique et économique de la planète. Quelques zones boisées regroupant des espèces communes ont pu coloniser certains secteurs du site, notamment aux abords des cours d'eau longeant la zone : l'Arly et le ruisseau des Steppes.



Photographie d'un ilot de Renouée du Japon sur le site

Des traces de la présence des anciennes usines sont encore visibles : substrat en béton au sol, présence de regards attestant la présence d'anciens réseaux souterrains, ferraille, panneau de signalisation, ...



Diverses photographies lors de la visite de site en mai 2021

À noter que l'habitat humide connu le plus proche, est la zone humide formée par l'Arly et ses berges, est située à l'extérieur de l'emprise du site concernée par la future ICPE.

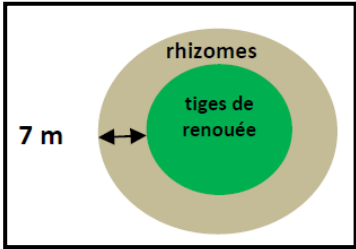
Mise à part les bandes boisées qui seront majoritairement conservées pour cloisonner les différentes zones d'entreposage de matériaux et faciliter leur intégration dans le paysage, la majorité de la végétation développée sur le site sera détruite par le projet.

S'agissant d'un milieu naturel développé sur des substrats anthropiques, et qu'il ne constitue pas une richesse écologique, il est considéré que l'impact du projet sur le milieu naturel du site projeté pour l'ICPE est faible.

Gestion des plantes envahissantes

Sur le site, plusieurs ilots de Renouée du Japon ont été recensés. Ils sont en nombre limité et facilement accessibles. Dès lors, préalablement au début des travaux, une éradication des ilots présents sur le site sera effectuée. Pour se faire, toutes les précautions devront être mises en œuvre pour réduire le risque de dissémination de cette espèce et notamment de la Renouée du Japon.

Dans ce cas, les emprises contaminées seront traitées de la manière suivante, comme l'a établi un retour d'expérience de gestion de la Renouée du Japon par le Centre de ressources Espèces Exotiques Envahissantes :

- Tout d'abord, un repérage spécifique des emprises infestées par les plantes invasives, et principalement la Renouée du Japon sera effectué. Chaque zone verra son périmètre augmenté de 7 m vers l'extérieur de la zone infestée afin de prendre en compte les rhizomes présents dans le sol ;
- 
- Tant que les plants de plantes invasives sont accessibles, l'excavation mécanique sera privilégiée pour l'extraction des tiges et rhizomes, sur 1 à 1,5 mètres de profondeur. Si les plants sont moins accessibles, l'excavation mécanique sera accompagnée d'excavation manuelle ;
 - Avant le démarrage des excavations, une aire de nettoyage des engins devra être installée pour éviter tout risque de dissémination d'espèces exotiques envahissantes. Tout engin intervenant sur les plantes invasives doit être systématiquement nettoyé avant de quitter la zone ;
 - Les terres seront ensuite traitées dans la mesure du possible par « concassage-bâchage » : après un temps de séchage, les terres sont broyées à l'aide d'un broyeur à pierre afin de fragmenter et blesser le chevelu de rhizomes.
 - Les terres et résidus de végétation seront ensuite préférentiellement stockés sur site et recouverts d'une bâche opaque double épaisseur et perméable, bloquant la photosynthèse et assurant ainsi le pourrissement des rhizomes pendant plusieurs mois. Les bâches seront ensuite recouvertes d'une couche de matériaux sains. À ce jour, le projet prévoit de stocker les matériaux sous la future voirie centrale de l'ICPE, à l'entrée du site. Les terres et résidus de végétation bâchés seront recouverts de matériaux sains, puis d'une couche de tout venant permettant le passage des engins.
 - Si lors des travaux, la Renouée ne pouvait être stockée sur site, les résidus de végétation et les résidus issus de criblages successifs des terres contaminées seront évacués vers la plateforme de compostage Chambéry, qui accepte ce type de biodéchets, avec un traitement spécifique adapté.
 - Les boues contaminées issues des aires de nettoyage des engins seront tout d'abord essorées sur un géotextile adapté. Après essorage, des criblages successifs permettront de récupérer les rhizomes et résidus de végétation, tout en les séparant des matériaux de sol. Ces résidus seront ensuite soit stockés sur site, soit évacués vers le centre de compostage de Chambéry.

Le maître d'ouvrage veillera aussi à que l'entreprise intervenante soit formée à la reconnaissance et à la gestion des plantes invasives, y compris aux protocoles de précautions et de nettoyage à mettre en œuvre.

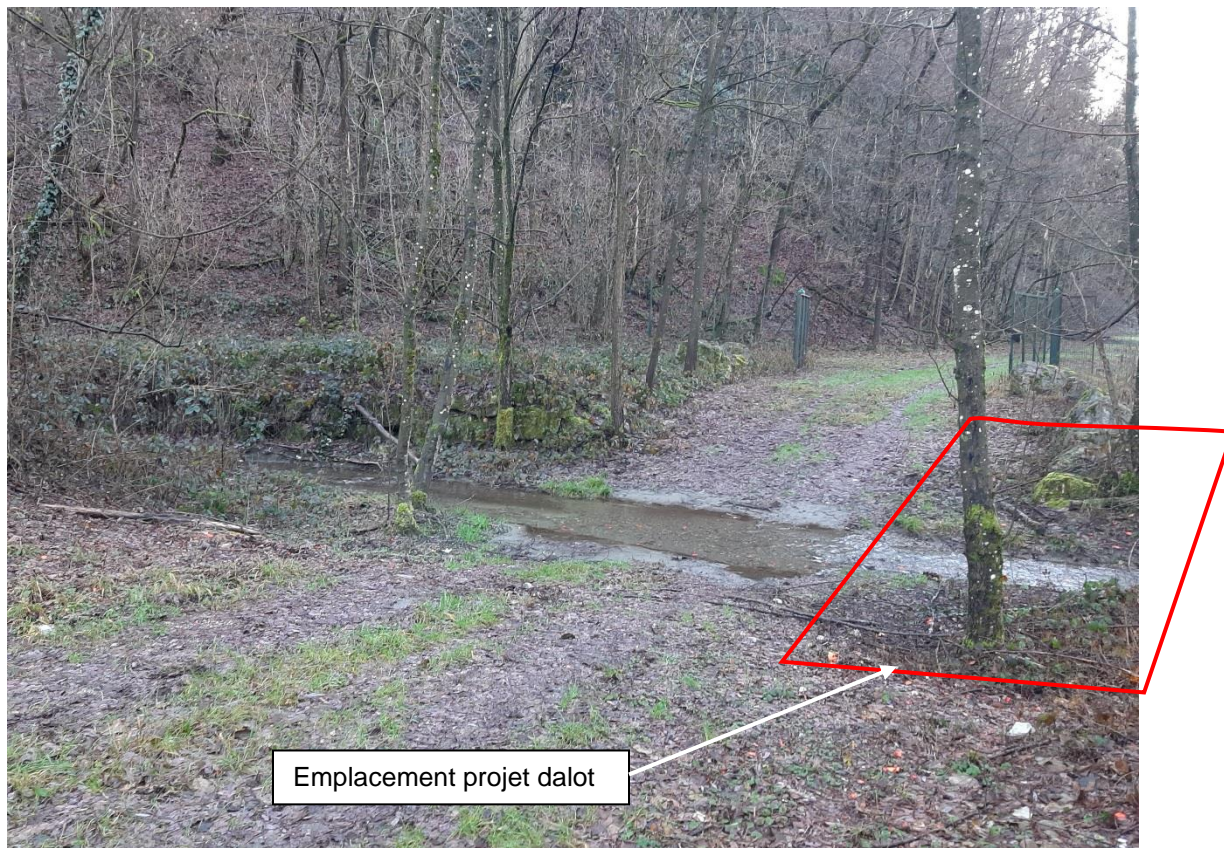
Le traitement de la Renouée sera effectué avant l'ouverture de l'ICPE, et il sera accompagné d'un suivi post ouverture afin de s'assurer de l'absence de reprise de l'espèce sur le site.

Avec la mise en place de ces mesures, l'impact du projet sur la dissémination des plantes envahissantes est maîtrisé.

5.9. Les milieux aquatiques : ruisseau des Steppes

Le ruisseau des Steppes, qui longe et traverse le site, est constitué sur ce secteur d'un faciès de type « rapides faibles » lié au replat sur lequel il s'écoule entre les cascades qu'il forme en provenance du versant « Est » et sa confluence avec l'Arly.

Le tronçon du ruisseau à proximité du projet n'a pas fait l'objet d'inventaires piscicole ou de frayères mais il pourrait abriter de la truite fario remontant dans le ruisseau depuis l'Arly.



Ruisseau des steppes en janvier 2023, à l'emplacement du futur dalot

Il y a toutefois lieu de noter que le ruisseau des steppes n'est pas concerné par l'inventaire 1 poissons, au titre des frayères, c'est-à-dire qu'il n'est pas recensé parmi les cours d'eau comportant des frayères, notamment de truite fario, qu'il convient de protéger.

La préservation des éventuelles frayères présentes à l'emplacement de la création du dalot ne constitue donc pas un enjeu réglementaire. En revanche, le projet privilégie la création d'un dalot, afin de permettre le maintien d'une couche d'un substrat dans le fond du lit mineur, sur une épaisseur de minimum 50 cm dans le fond du lit mineur, favorisant le maintien d'une continuité écologique dans le ruisseau.

Les travaux de réalisation de l'ouvrage impacteront une surface de moins de 50 m² de la surface en eau du lit mineur du ruisseau des Steppes, pouvant potentiellement accueillir des frayères. Cette surface de moins de 50 m² comprend l'emprise du dalot sur le lit du ruisseau des Steppes, ainsi que les légers terrassements situés en amont et en aval dans lit mineur permettant de favoriser en étiage un écoulement uniquement par le dalot central de l'ouvrage. En l'absence d'inventaires des habitats de reproduction de la faune aquatique sur la zone de projet, il est donc considéré qu'en cas de présence éventuelle de frayères dans le lit du ruisseau, la surface détruite sera de maximum 50m².

5.10. Les zonages réglementaires et d'inventaires du milieu naturel

5.10.1. Zonages réglementaires

La zone de projet est située à l'écart des zonages Natura 2000, Parcs Nationaux et régionaux et de zones d'Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB).

Les zones Natura 2000 les plus proches sont situées à st toutefois située à 7,5 km vers l'Ouest. Il s'agit des sites ZPS - FR8212005 (directive oiseaux) et ZSC - FR8202002 (directive habitats) de la « Partie orientale du massif des Bauges ».



Figure 8 : Localisation des zones Natura 2000 et APPB autour du projet (© DREAL)

Le projet n'a pas d'incidence sur les habitats naturels ou espèces ayant justifié le zonage « Partie orientale du massif des Bauges ». Il ne nécessite donc pas la réalisation d'une évaluation des incidences Natura 2000.

5.10.1. Zonages d'inventaire du milieu naturel

Les ZNIEFF sont des espaces naturels présentant des éléments remarquables sur le plan biologique, notamment pour la faune et la flore, mais ne présentant pas de statut de protection réglementaire.

Le site de projet n'est pas situé au sein d'une ZNIEFF de type I ou type II

Les ZNIEFF les plus proches sont :

- La ZNIEFF de type I « Cours de l'Arly » à 450 m au Nord du site ;

- La ZNIEFF de type II « Massifs orientaux des Bauges » à 500 m vers l'Ouest du site ;
- La ZNIEFF de type II « Beaufortain » à 1 km vers le Sud-Est site ;

Toutes les précautions seront prises pour ne pas générer d'impact sur l'environnement.

5.11. L'agriculture et le pastoralisme

L'emplacement du projet de Station de transit de matériaux inertes est actuellement une friche industrielle, partiellement polluée, qui n'est donc pas exploitée à des fins agricoles.

La création d'une ICPE sur le site aura donc aucun impact sur l'agriculture et le pastoralisme.

5.12. La sylviculture

Quelques boisements de moins 20 ans, qui ont colonisé le site après le démantèlement des installations en 2022, sont présents dans certains secteurs du projet. Ceux-ci ne sont pas exploités et leur croissance est le résultat de l'abandon du site.

Une majorité de ces boisements seront maintenus au sein de l'emprise du site, afin de former une couverture boisée limitant le transport des poussières, et favorisant l'intégration de l'ICPE et de ses zones d'entreposage de matériaux inertes dans le paysage. Ils permettront aussi de structurer les zones d'entreposage au sein même de l'ICPE.

L'abattage de quelques zones boisées est toutefois prévu afin d'accueillir les zones d'entreposage mais il sera faiblement significatif au regard des boisements maintenus et ceux qui seront créés pour favoriser l'intégration paysagère du site.

Ces boisements n'étant pas exploités, il est considéré que le projet a un impact nul sur la sylviculture.

Sur les quelques secteurs où l'abattage d'arbres est prévu pour créer des zones d'entreposage de matériaux inertes, aucune demande d'autorisation de défrichement est prévue, du fait de l'âge des boisements inférieur à 30 ans.

5.13. Le paysage

L'emplacement du projet d'ICPE, en fond de vallée, fait qu'il n'est visible qu'en vue rapprochée uniquement.

En effet, en vue lointaine, le projet n'est pas visible depuis les habitations et voiries des villages de Pallud, Césarches et Venthon, qui surplombent le fond de vallée vue lointaine. Les pentes raides aux abords de la zone de projet d'ICPE viennent naturellement masquer le projet en perception lointaine. L'emplacement n'est pas non plus visible depuis la sortie d'Albertville, pourtant située à une altitude similaire, par la présence de nombreux boisements sur le versant Est de la vallée de l'Arly qui jouent le rôle de masque paysager.

Depuis la RD1212, un masque paysager positionné entre la voie rapide et l'Arly empêche déjà d'observer le site de la future station de transit une grande partie de l'année.

Le site du projet est donc uniquement visible en vue proche à très proche, et en particulier depuis l'entrée de l'écoparc de Venthon ou depuis la piste cyclable Albertville-Ugine, qui longe la zone de projet, dans la continuité des infrastructures existantes de l'Ecoparc. Il est à noter que des boisements déjà présents sur le site forment déjà naturellement une barrière visuelle qui limite les vues sur le site, même de près. Ces bandes boisées seront maintenues et renforcées si nécessaire de manière à former un rideau naturel limitant la perception dans le paysage des zones d'entreposage.

Le long de la station d'épuration de Venthon, aucun boisement ne vient camoufler le site du projet. La plantation d'une bande boisée est prévue à cet emplacement du projet pour prolonger les bandes boisées existantes, et préserver les vues sur les zones d'entreposages de matériaux inertes depuis la piste cyclable longeant l'Arly.

Par ailleurs, la hauteur des zones d'entreposage sera limitée à 5 ou 6 mètres afin de limiter les effets du projet sur le paysage.



Photo 1 : vue sur le site de la station de transit depuis la voie rapide RD1212

En l'absence de mesures, le projet d'ICPE aura un impact sur le paysage uniquement en vue rapprochée. Ces vues rapprochées ne sont que des points de passages, à l'écart des vues depuis les sentiers de randonnée et des habitations.

Avec le renforcement et la prolongation des rideaux boisés existants, ainsi qu'une hauteur d'entreposage de matériaux d'un maximum de 5 à 6 mètres, les vues rapprochées sur le projet seront fortement réduites. Avec la mise en place de ces mesures, il est donc considéré que le projet aura un impact très faible sur le paysage en vue rapprochée et un impact nul en vue lointaine.

5.14. Patrimoine

Le projet n'est pas situé en site classé ou en site inscrit.

Aucun monument historique, ni périmètre de protection de monument historique, ou encore aucune zone de prescription archéologique n'est présente dans le secteur de projet.

Le projet n'a donc pas d'impact sur le patrimoine architectural et archéologique.

6) Mesures d'évitement et de réduction des incidences sur l'environnement

➤ Mesures envers les cours d'eau

En phase d'exploitation, le projet prévoit les mesures suivantes :

- Le contour de projet a été adapté de façon à ce qu'aucun entreposage de matériaux inertes ne soit prévu dans une bande tampon de minimum 10 mètres de part et d'autre des berges du ruisseau des steppes et de l'Arly ;
- L'ouvrage traversant le ruisseau des Steppes sera constitué de 3 dalots successifs dimensionnés pour permettre l'écoulement des crues. Le lit du ruisseau sera conservé sous l'ouvrage, favorisant ainsi le maintien d'une continuité écologique sous celui-ci
- Les engins circulant sur le site pour l'exploitation de la station de transit seront en ordre d'entretien et ne seront en aucun cas autorisés à être entretenus ou nettoyés dans le ruisseau
- Aucun rejet d'eaux pluviales potentiellement polluées dans les eaux douces superficielles n'est prévu sur le site.
- Le bassin de rétention d'eau pour la brumisation et l'aspersion des tas de matériaux sera alimenté par de l'eau de source captée juste en amont de l'écoparc. Ce bassin déversant, dont le trop plein d'alimentation sera rejeté directement dans le ruisseau des Steppes, ne rejettera donc pas d'eau potentiellement polluée au ruisseau. À titre préventif, une vanne de fermeture sera toutefois ajoutée au niveau du regard de bypass juste avant l'arrivée d'eau dans le bassin d'aspersion. Elle permettra à l'exploitant, en cas d'observation de pollution de l'eau souterraine au droit du bassin, ou lors d'absence de campagnes d'apport ou d'export de matériaux sur la future station de transit, de bloquer l'alimentation d'eau du bassin ou du bypass. La mise en charge d'eau dans la conduite puis dans le regard de captage permettra alors une déviation de l'eau souterraine vers les bassins de l'écoparc comme c'est le cas actuellement. Les bassins de l'écoparc permettent en effet un premier traitement par décantation et filtration avant une forte dilution lors du rejet à l'Arly, que ne possède pas le bassin d'aspersion prévu par le projet, ni son milieu récepteur (ruisseau des Steppes).

En phase travaux, les mesures suivantes seront prises afin de prévenir tout risque de pollution du ruisseau des Steppes ou l'Arly :

- Le ruisseau des steppes ne pourra être traversé par les engins. Une passerelle temporaire déposée depuis les berges les plus accessibles, permettra à de petits engins d'aller travailler depuis la berge opposée, sans avoir à traverser le cours d'eau ;
- Préalablement à la construction du dalot, des filtres à bottes de pailles seront placés en aval de l'ouvrage pour retenir les fines éventuellement mises en suspension dans l'eau dans le cadre des travaux ;
- Les engins seront en ordre d'entretien et disposeront de kits anti-pollution, permettant d'absorber toute éventuelle pollution générée à proximité du lit du ruisseau
- En aucun cas il ne sera autorisé à entretenir ou nettoyer les engins dans le ruisseau
- Les stocks d'hydrocarbures seront stockés à l'écart des zones sensibles (ruisseau des Steppes, l'Arly, ...)

➤ **Adaptation du calendrier à la période de fraie**

Suite à l'absence d'inventaires de la faune aquatique ou d'habitats de reproduction et croissance dans le ruisseau des Steppes autour de l'emplacement prévu pour la création du dalot, tout travaux dans le lit du ruisseau sera réalisé par précaution en dehors de la période de fraie, s'étalant d'octobre à avril.

➤ **Adaptation du contour du projet vis-à-vis des risques naturels**

Le projet de futur Plan d'Indexation en Z (PIZ) d'Albertville recensant un aléa chute de blocs sur le versant « Est » du projet, les limites de l'ICPE et zones d'entreposage ont été adaptées afin de rester hors de la zone d'aléa de chutes de blocs identifiée par ce prochain PIZ. L'ICPE est donc située hors zone d'aléas définis par le PIZ actuel et futur d'Albertville.

➤ **Prévention de la pollution sur le site en phase d'exploitation du site**

En phase d'exploitation, afin de prévenir toute pollution du site et ses abords, plusieurs mesures seront mises en œuvre :

- Aucun stock de carburant ne sera installé sur site. Le ravitaillement en carburant des engins de chantiers présents sur le site aura lieu à l'extérieur de l'écoparc, au droit d'un revêtement adapté ;
- Les engins seront tous pourvus de kits anti-pollution pour réagir rapidement en cas de fuite d'huile hydraulique ou fuite d'hydrocarbures ;
- Les engins ne pourront pas être nettoyés dans les cours d'eau ou fossés situés aux abords de l'ICPE ;
- L'entretien des engins ne pourra pas avoir lieu au droit de l'installation mais uniquement au droit d'un revêtement imperméable prévu à cet effet.

➤ **Prévention de l'utilisation d'eau potable pour l'arrosage et brumisation du site**

Un bassin rétention d'eau d'une capacité de 200 m³ sera réalisé à l'entrée sur la future station de transit. Il sera alimenté par des eaux issues d'un écoulement souterrain du versant « Est » captées juste en amont de l'écoparc actuel et dont les eaux sont actuellement rejetées dans le bassin d'orage des plateformes étanches de l'écoparc. Ce bassin aura uniquement pour vocation à permettre d'arroser ou brumiser la station de transit, afin d'éviter l'utilisation d'eau potable, notamment en cas de sécheresse. Un compteur permettra de suivre les volumes de prélèvements dans le bassin pour l'arrosage et la brumisation du site par temps sec.

Les prélèvements ne se feront pas en continu et auront lieu principalement par « campagnes » de 1 à plusieurs jours, lors d'apport de matériaux valorisables ou du retrait de matériaux valorisés.

Le volume de 200 m³ du bassin a été dimensionné dans l'hypothèse d'une aspersion de l'ensemble du site durant 7 heures, avec une hauteur d'eau très sécuritaire et donc peu probable, de 1,5 cm par m². Ce volume de 200 m³ sera donc le volume maximal de prélèvement journalier dans le milieu.

➤ **Mesures de prévention vis-à-vis de la pollution historique sur le site**

Au regard du risque de pollution en fluorure sous forme non soluble présente encore dans le sol à la suite des activités d'Aluminium Pechiney sur l'ensemble du site, le projet de station de transit prévoit notamment les mesures suivantes :

- Des affouillements à 1 m de profondeur maximum, réalisés sur une surface très limitée uniquement pour la création du bassin de rétention d'eau, et à priori dans des remblais sains. Sur le reste du site, seuls des apports de matériaux permettant une égalisation du terrain ou le renforcement de la voie de circulation prévue. Le niveau de terrain naturel ne sera ensuite plus modifié, durant la totalité de l'exploitation de ce projet d'ICPE ;
- Une vigilance accrue en phase travaux lors de la réalisation du bassin de rétention. Toute découverte fortuite de pollution sera immédiatement signalée à l'administration, et les travaux mis à l'arrêt le temps du diagnostic de la qualité des matériaux manipulés ;
- Si des affouillements plus conséquents s'avéraient nécessaires, une mise à jour du diagnostic du sol et de l'étude simplifiée des risques sera nécessaire avant tout terrassement ;
- La décharge polluée d'Aluminium Pechiney, située à l'aval du projet et protégée par une barrière capillaire, est maintenue à l'écart de l'emprise de l'ICPE, avec une bande de 10 m de large, pour éviter toute dégradation possible sur celle-ci lors de l'exploitation future de la station de transit.

➤ **Mesures de prévention vis-à-vis du risque de pollution de l'eau souterraine**

Au regard du suivi de la nappe dans le cadre du suivi des pollution en composés chlorés issu du site loué par Cézus, le projet de station de transit prévoit notamment les mesures suivantes :

- Conservation de l'accès au piézomètre « VN-B », présent sur le site du projet, afin de permettre à l'entreprise Framatome (ex-Cézus) la poursuite du suivi de la qualité de la nappe ;
- Absence de prélèvement dans la nappe d'eau souterraine située au droit du site ;
- Le bassin de rétention d'eau sera bâché, et sa profondeur est limitée à 1 m par rapport au TN afin de s'assurer de l'absence de contact avec l'eau souterraine, même si celle-ci est estimée à plus de 6 m de profondeur selon les dernières mesures.

➤ **Prévention des nuisances et des vibrations**

Afin de réduire les nuisances sonores et la pollution atmosphérique du site, en phase travaux et en phase d'exploitation, les engins circulant sur le site devront :

- Respecter les normes de bruit en vigueur ;
- Être bien entretenus ;
- Respecter les limitations de vitesse et ralentir en présence d'usagers du site

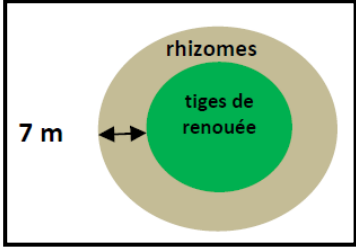
➤ **Mesures prises pour limiter l'émission et l'envol de poussières sur l'ICPE**

Arlysère prévoit la mise en place de mesures pour prévenir l'envol de poussières sur les pistes de circulation et les stocks. Pour ce faire, le site sera équipé des éléments suivants permettant de prévenir l'envol de poussières :

- D'un bassin de rétention d'eau d'environ 200 m³ alimentées par des petites sources déjà captées sur versants, pour permettre l'arrosage.
- De rampes d'aspersion et de brumisation des zones de stockage et la piste de circulation
- Une vitesse de circulation réduite à 20 km/h
- La mise en place d'écrans de végétation autour du site, ainsi qu'entre la plupart des stocks de matériaux.

➤ **Mesures préventive vis-à-vis de dispersion des plantes envahissantes en phase chantier**

Les emprises contaminées présentent initialement sur le site seront traitées en phase travaux comme suit :

- Tout d'abord, un repérage spécifique des emprises infestées par les plantes invasives, et principalement la Renouée du Japon sera effectué. Chaque zone verra son périmètre augmenté de 7 m vers l'extérieur de la zone infestée afin de prendre en compte les rhizomes présents dans le sol ;

- Tant que les plants de plantes invasives sont accessibles, l'excavation mécanique sera privilégiée pour l'extraction des tiges et rhizomes, sur 1 à 1,5 mètres de profondeur. Si les plants sont moins accessibles, l'excavation mécanique sera accompagnée d'excavation manuelle ;
- Avant le démarrage des excavations, une aire de nettoyage des engins devra être installée pour éviter tout risque de dissémination d'espèces exotiques envahissantes. Tout engin intervenant sur les plantes invasives doit être systématiquement nettoyé avant de quitter la zone ;
- Les terres seront ensuite traitées dans la mesure du possible par « concassage-bâchage » : après un temps de séchage, les terres sont broyées à l'aide d'un broyeur à pierre afin de fragmenter et blesser le chevelu de rhizomes.
- Les terres et résidus de végétation seront ensuite préférentiellement stockés sur site et recouverts d'une bâche opaque double épaisseur et perméable, bloquant la photosynthèse et assurant ainsi le pourrissement des rhizomes pendant plusieurs mois. Les bâches seront ensuite recouvertes d'une couche de matériaux sains. À ce jour, le projet prévoit de stocker les matériaux sous la future voirie centrale de l'ICPE, à l'entrée du site. Les terres et résidus de végétation bâchés seront recouverts de matériaux sains, puis d'une couche de tout venant permettant le passage des engins.
- Si lors des travaux, la Renouée ne pouvait être stockée sur site, les résidus de végétation et les résidus issus de criblages successifs des terres contaminées seront évacués vers la plateforme de compostage Chambéry, qui accepte ce type de biodéchets, avec un traitement spécifique adapté.

- Les boues contaminées issues des aires de nettoyage des engins seront tout d'abord essorées sur un géotextile adapté. Après essorage, des criblages successifs permettront de récupérer les rhizomes et résidus de végétation, tout en les séparant des matériaux de sol. Ces résidus seront ensuite soit stockés sur site, soit évacués vers le centre de compostage de Chambéry.

Le maître d'ouvrage veillera aussi à que l'entreprise intervenante soit formée à la reconnaissance et à la gestion des plantes invasives, y compris aux protocoles de précautions et de nettoyage à mettre en œuvre.

Le traitement de la Renouée sera effectué avant l'ouverture de l'ICPE, et il sera accompagné d'un suivi post ouverture afin de s'assurer de l'absence de reprise de l'espèce sur le site.

➤ **Mesures préventive vis-à-vis de dispersion des plantes envahissantes en phase d'exploitation**

Une attention particulière sera accordée à l'origine des matériaux et à l'absence de plantes envahissantes parmi les matériaux à entreposer sur l'ICPE. Pour se faire, l'entreprise évacuant des matériaux inertes vers l'écoparc, s'assurera de l'absence de plantes envahissantes sur le site dont ils proviennent.

➤ **Mesures d'intégration paysagère de l'ICPE**

De nombreux boisements existants permettant de créer un rideau boisé de 5 à 10 m de largeur vis-à-vis de la piste cyclable et la RD1212 seront maintenus en place sur le site. Un rideau boisé sera créé le long de la STEP de Venthon, là où les boisements sont inexistant. Enfin, des secteurs boisés ou arbustifs seront maintenus entre les zones de stockage de matériaux inertes de manière à mieux intégrer et structurer l'intérieur du site. Ainsi les zones d'entreposage seront logées au milieu de haies arboricoles, ce qui maintiendra un caractère naturel au sein du site et à ses abords.

De plus, la hauteur des tas d'entreposage des matériaux sera limitée à environ 5 à 6 pour faciliter l'insertion de l'ICPE derrière les écrans de végétation.

7) ANNEXES

ANNEXE I : Arrêté Préfectoral portant enregistrement de l'Ecoparc de Venthon, 28 février 2019

ANNEXE II : Règlement intérieur et Protocole de sécurité de l'écoparc de Venthon

ANNEXE III : Fiches Infosols des sites BASOL situés à proximité

ANNEXE IV : Surveillance de la qualité des eaux souterraines – Ancien site CEZUS Venthon (73) : campagne du 2nd semestre, SARPI Remediation, Janvier 2023

ANNEXE V : Note hydraulique de dimensionnement des ouvrages (bassin, dalot), ABEST, avril 2023.

ANNEXE VI : Avis du SDIS 73 sur la sécurité incendie du projet, 16 Aout 2023.

ANNEXE I : Arrêté Préfectoral portant enregistrement de l'Ecoparc
de Venthon, 28 février 2019

ANNEXE II : Règlement intérieur et Protocole de sécurité de
l'écoparc de Venthon

ANNEXE III : Fiches Infosols des sites BASOL situés à proximité

ANNEXE IV : Surveillance de la qualité des eaux souterraines –
Ancien site CEZUS Venthon (73) : campagne du 2nd semestre,
SARPI Remediation, Janvier 2023

ANNEXE V : Note hydraulique de dimensionnement des ouvrages
(bassin, dalot), ABEST, Avril 2023

ANNEXE VI : Avis du SDIS 73 sur sécurité incendie du projet, 16 Aout
2023